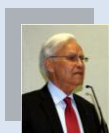


En guise de sommaire

Les jours, les semaines et les mois s'écoulent au ralenti, comme pris dans une gangue qui n'en finit pas de s'épaissir. Comme beaucoup, nous résistons à la sinistrose. Notre méthode : le travail, comme ce numéro de notre *Lettre* en témoigne.

- Dans son éditorial, notre président Alain ARNAUD, s'interrogeant sur l'"après", analyse les limites d'un système économique dont la responsabilité dans la situation présente est aveuglante et appelle à « *passer d'un modèle basé sur le dogme du marché concurrentiel à tout prix, dont la régulation est le plus souvent inopérante, d'une finance spéculative déconnectée de l'économie réelle, à un modèle qui donne le pouvoir de vivre aux populations, un modèle qui organise les solidarités nécessaires sans renvoyer les individus au marché pour ce qui est de leur protection sociale, qui soit garant concret de l'intérêt général, et qui sauvegarde les biens communs et l'environnement* » (p. 2).
- Nos activités, sans ralentir, ont dû s'adapter aux nouvelles conditions de vie. Notre délégué général, Jean-Louis CABRESPINES, fait le point sur le travail engagé par un important groupe de recherche dont il assure la direction sur le thème « Économie collective et territoires ». Un ouvrage collectif « Numérique, action publique et démocratie » paraîtra le 6 mai. Avec l'aide de ses sections nationales, le CIRIEC International poursuit ses publications scientifiques, enrichit son centre de documentation et son "Agora" des chercheurs et prépare activement les prochains congrès et conférences en Espagne, Costa Rica, Grèce et Brésil (p. 3 à 5).
- Nos adhérents continuent d'innover et de s'engager. C'est le cas du groupe MGEN et de ses actions en faveur de l'égalité femmes-hommes (p. 6).
- Comme tous les mois, nous ouvrons les colonnes à des contributions. Le président de la MACIF, Pascal RICHARD, appelle à réaffirmer le projet politique de l'entreprise en lien avec les défis de la cité. Le sociologue Christian MAUREL répond à la question « En quoi et comment l'éducation populaire peut-elle contribuer à l'urgente nécessité d'une bifurcation de l'Histoire ». Enfin, Hélène FAUVEL, présidente de la Section de l'économie et des finances du Conseil Économique, Social et Environnemental, démontre que la crise sanitaire est un puissant révélateur des fragilités de la société française (p. 7 à 12).
- Loin de se tarir, la production littéraire sur les sujets de notre champ de compétence est prolifique. Nous vous recommandons en particulier le livre de Timothée DUVERGER, *Utopies locales* (p. 13 à 14).
- Dans l'agenda des manifestations à venir, nous accordons une attention particulière au cycle de "webinaires" de l'AVISE pour « favoriser le changement d'échelle des structures de l'ESS : décryptage des grands enjeux du changement d'échelle, retours d'expérience d'entrepreneurs aguerris et premiers conseils pour lancer sa démarche de changement d'échelle » (p. 15).
- En quelques *Brèves*, nous relevons dans l'actualité des sujets que les grands médias feignent d'ignorer (p. 16)
- Enfin, avec mon collègue Jean-Philippe MILÉSY, nous saluons la Commune de Paris qui, il y a 150 ans, fut aussi « Un temps héroïque pour l'économie sociale. (p. 17)

Bonne lecture !



Président d'honneur
Président du Conseil d'Orientation

ET APRÈS ?

Alain ARNAUD
Président du CIRIEC



La période inédite que notre pays et le monde traversent est sans aucun doute traumatisante et anxiogène. Elle va laisser des dégâts considérables aux plans économique, social et humanitaire tant cette crise sanitaire de la Covid-19 est grave et semble s'être inscrite durablement dans le temps.

Le 12 mars 2020, le Président de la République s'adressant aux Français, disait : « *Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour, interroger les faiblesses de nos démocraties* ».

Eh bien oui, demain c'est aujourd'hui, et beaucoup estiment qu'il est temps de tirer les enseignements non seulement du présent mais aussi du passé, pour construire un futur d'espoirs permettant aux populations d'avoir des perspectives de mieux vivre dans un monde en grand et rapide changement. Mais avec quelles solutions ? Nous sommes nombreux à considérer que cette crise a mis en évidence des conséquences collatérales néfastes de ce système économique issu des théories américaines des années 1980, promues par les Friedman, Stigler, Knight et autres, prônant la liberté absolue des marchés commerciaux et financiers, et le désengagement des Etats, leurs politiques publiques de régulation et de protection étant réduites au minimum. Les crises, financière en 2008, sociale en 2018, sanitaire en 2020, ne sont pas le fruit du hasard, mais bien la conséquence de la trop grande liberté laissée aux mécanismes économiques et financiers mondiaux, avec comme effet, certes du progrès généré par les sciences et les nouvelles technologies, mais surtout la perte de conscience de l'intérêt général, la montée des inégalités de revenus et de patrimoine, l'affaiblissement de l'action publique garante de la cohésion sociale. Les populations préoccupées par l'évolution de leurs conditions de vie, leur santé, leur sécurité, n'ont plus confiance, ni en l'avenir, ni dans les dirigeants politiques élus pour l'éclairer. Elles sont prêtes à se laisser bercer, pour ne pas dire berné, par le moindre chant des sirènes, ce qui constitue un risque démocratique majeur déjà à nos portes.

Il faut donc redonner du sens à l'action collective, à commencer par l'action publique dont les parties prenantes doivent prendre une juste conscience des enjeux sociaux et sociétaux à venir, pour rétablir des règles du jeu acceptables d'une mondialisation dominée par un modèle économique et financier qui finalement se nourrit des crises pour concentrer encore plus de richesse entre les mains de quelques-uns dans le monde. Il est devenu nécessaire de passer d'un modèle basé sur le dogme du marché concurrentiel à tout prix, dont la régulation est le plus souvent inopérante, d'une finance spéculative déconnectée de l'économie réelle, à un modèle qui donne le pouvoir de vivre aux populations, un modèle qui organise les solidarités nécessaires sans renvoyer les individus au marché pour ce qui est de leur protection sociale, qui soit garant concret de l'intérêt

général, et qui sauvegarde les biens communs et l'environnement.

Redonner du sens à l'action collective, c'est aussi prendre en compte la réalité et la montée en puissance d'une autre forme d'économie, celle de l'économie sociale et solidaire dont nous sommes de plus en plus nombreux en France et dans le monde à considérer que les valeurs sur lesquelles elle s'appuie doivent devenir la norme en matière économique. Et pour aller plus loin dans la recherche de plus d'efficacité pour favoriser l'intérêt collectif, il nous faut organiser plus de synergies, d'interactions, de co-constructions entre l'action publique et l'ESS, mais aussi avec les représentations dites intermédiaires et les organisations citoyennes dont la capacité d'engagement volontaire et bénévole est remarquable, la crise sanitaire le montre amplement.

C'est le parti pris vers lequel le Ciriec-France s'est engagé en mettant en œuvre un vaste projet de recherche autour du thème « Economie collective et territoires ». L'ambition est d'analyser comment dans la transition économique, sociale, énergétique et environnementale, les formes d'économie d'intérêt collectif, qu'elles soient publiques ou de l'ESS, pourront répondre aux besoins fondamentaux des populations. Un groupe de recherche a été constitué, composé d'universitaires, d'experts et de praticiens de grandes organisations publiques et privées, ayant pour objectif d'analyser quelles dynamiques s'organisent dans les territoires, avec les acteurs des collectivités publiques, de l'économie sociale et solidaire, ensemble ou séparément. Il s'agira d'identifier la place de ces acteurs, leurs motivations et la nature de leurs comportements, leur appétence à œuvrer ensemble pour l'intérêt général et les Communs dans les différents secteurs qui correspondent aux besoins fondamentaux des populations, notamment : santé – éducation – emploi – protection – mobilités - énergie... La recherche portera également sur la place réservée aux nouveaux outils, numériques, financiers, monétaires, dans la perspective d'une économie collective qui s'adapte aux évolutions de notre temps en en prenant le meilleur, et en s'organisant également pour plus de participation et de gouvernance citoyennes.

La tâche est ambitieuse, mais elle est stimulante et passionnante. Près d'une trentaine de personnalités diverses ont d'ores et déjà accepté d'apporter leur contribution experte, qu'ils en soient remerciés. Les résultats de cette recherche seront publiés au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Ce faisant, le Ciriec-France confirme sa raison d'être historique, sa mission scientifique de recherche et d'informations, et sa vocation d'être un lieu de rencontres pour tous ceux qui partagent la conviction que pour en finir avec ce système consumériste, individualiste et inégalitaire, la recherche de l'intérêt collectif est l'un des éléments-clés qui garantit la cohésion sociale et au bout du compte la paix.



Recherche « Économie collective et territoires »

Présentation d'étape par Jean-Louis CABRESPINES, Délégué général du CIRIEC-France, directeur de la recherche



La pandémie actuelle a au moins un bon côté : elle a conduit à s'interroger sur le modèle économique dominant et à mettre en valeur celui de l'économie sociale et solidaire (ESS). Il ne passe pas un jour, sans qu'une émission de radio ou de télévision, un journal ne consacre un moment à cette forme d'économie. Bien sûr, en faisant tous les amalgames possibles et imaginables et en confondant ce qui en est ou ce qui n'en est pas. (Tel n'est pas aujourd'hui notre propos, nous avons déjà longuement écrit sur ce sujet). Mais ce qui n'est pas abordé est l'importance de l'économie publique dans l'organisation du pays et le développement des territoires.

La proximité existante entre les deux formes d'économie que sont l'économie publique et l'ESS tient essentiellement à leur inscription dans l'intérêt général. Leur rapprochement est donc comme une évidence et le CIRIEC*, depuis les travaux de son créateur, Edgar Milhaud, promeut ce concept d'une économie collective dans laquelle ces deux formes d'économie s'interpénètrent en jouant de leur complémentarité.

Dans le contexte actuel, la recherche en cours au CIRIEC-France sur "Économie collective et territoires" est, plus que jamais, d'actualité parce qu'elle veut étudier, dans les territoires et dans les secteurs d'activités, ce qui permet d'apporter des réponses nouvelles, d'engager de nouveaux processus pour l'avenir et, surtout, elle veut démontrer qu'une autre approche regroupant économie publique et ESS est possible.

Un ensemble de chercheurs, d'universitaires, de praticiens de l'économie publique et de l'ESS se retrouvent pour mener à bien cette recherche.

D'ores et déjà cette proximité s'exprime dans la définition même de l'économie collective, selon le CIRIEC : « *L'Économie collective* » est l'ensemble des pratiques de production et de services ayant pour raison d'être la satisfaction des besoins fondamentaux (ou essentiels) des personnes. Sont englobés dans cette définition : les activités fondées sur des missions de service public, les activités relevant de l'ESS, les activités menées dans le cadre des « communs » ou « biens communs. »

13 thèmes ont été privilégiés, dans un premier temps, afin que chacun, dans son (ou ses) domaine(s) de compétence puisse établir une base de travail qui permettra ensuite de faire appel à des contributeurs venant d'horizon différents et de participer, ainsi, à l'élaboration d'un ouvrage commun ou à des communications thématiques dans les mois à venir.

La recherche menée n'est pas seulement une tentative de nomenclature de l'existant dans certains domaines de l'économie, mais bien de voir comment, à partir des pratiques et des réflexions dans chaque domaine au regard des valeurs et des pratiques de l'économie publique et de l'ESS, nous sommes

face à un changement de paradigme économique qui, de manière systémique, permettra de changer les modes d'entreprendre, de créer de véritables connexions et constructions communes entre les acteurs des deux formes d'économie.

La dernière séquence, le 1^{er} avril, a été riche d'échanges et de propositions à partir de premières approches effectuées par certains membres du groupe. Ainsi, nous avons pu échanger sur quelques thèmes comme : les finances, la santé, la mobilité, l'eau et l'énergie, le volontariat et le bénévolat. Les autres domaines (logement, care, entreprises nationales et internationales et territoires, emploi et développement économique, communication/lien social/technologies, développement durable) seront étudiés lors de notre prochaine séquence.

Cette première approche nous amène à un certain nombre de constats qui seront pris en compte dans nos travaux futurs :

- Chacun des sujets abordés pourrait faire, à lui seul, l'objet d'une communication en matière d'économie collective. De ce fait, cela nous conduit à réfléchir aux différents moyens de communication et de médiatisation de nos travaux. Si certains sujets demandent des développements plus importants, il peut être envisagé de les faire paraître dans un autre cadre que cette seule recherche,

- Les travaux déjà menés dans les groupes sont très riches car éclairés à la fois des apports des praticiens et des chercheurs, mais demandent, de ce fait, à mettre en place une grille commune pour arriver à un ouvrage commun qui permette les rapprochements entre les thématiques et nous aide dans notre vision systémique de l'économie collective dans les territoires. Chaque groupe produira, entre les séquences de travail commun, une note de cadrage spécifique qui servira de base pour les contributions thématiques et générales à venir.

- Pour que notre travail soit bien cadré, chaque groupe articulera ses propositions à partir d'une note de méthode sur laquelle tous les membres se seront mis d'accord.

- Nous visons à montrer les interactions existantes entre les différents thèmes dans le cadre de notre recherche au regard de l'économie collective dans les territoires.

L'économie collective est, plus que jamais, une réponse pertinente dans les territoires face à l'évolution de la société et à l'approche économique qui recherche un paradigme nouveau permettant de respecter l'Homme dans un contexte de développement durable. Cette recherche doit permettre de construire une partie des réponses nécessaires.

* A l'origine, Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Collective, devenu Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative.

> Vos contributions sont les bienvenues : info@ciriec-france.org

> Ouvrage collectif du CIRIEC-France

L'ouvrage collectif « **Numérique, action publique et démocratie** » paraîtra le 6 mai 2021, aux Presses Universitaires de Rouen en du Havre, sous la direction de Philippe BANCE et Jacques FOURNIER.

Cet ouvrage apporte sur la révolution numérique, phénomène majeur du 21^e siècle, un éclairage conceptuel et un panorama d'ensemble que l'on ne trouvera nulle part ailleurs. Imposant recueil de connaissances et d'expertises, il est un outil indispensable pour comprendre notre époque.

La première partie, consacrée à l'action publique, montre comment s'articulent les stratégies des différents acteurs (pouvoirs publics, plateformes marchandes, communs du numérique) pour la conduite des politiques publiques, la mise en place des infrastructures et la protection de l'environnement.

... /

Dans la seconde partie, centrée sur les services collectifs, des acteurs de premier plan de ce nouveau monde numérique présentent une analyse approfondie des applications mises en œuvre dans les différents secteurs de l'économie publique et de l'économie sociale.

La troisième partie traite des interactions entre numérique et démocratie, et décrit les immenses perspectives ouvertes par la révolution numérique, mais aussi les risques qu'elle comporte pour le droit, la justice, la protection des libertés, et le fonctionnement de nos institutions.

Ce livre est le cinquième de la collection « Économie publique et économie sociale » publié aux Presses Universitaires de Rouen et du Havre sous l'égide de la commission scientifique du CIRIEC-France.

> <https://www.lcdpu.fr/livre/?GCOI=27000100778410&fa=description>

> Annales de l'économie publique, sociale et coopérative

Le Vol 92 | N° 1 | de mars 2021 est un numéro spécial sur le thème :

Déploiement des Communs, un modèle alternatif ou une nécessité ?

Éditeurs invités :

Philippe BANCE (Université des Antilles, Pôle Martinique, CIRIEC-France et Président du Conseil Scientifique international et Jérôme SCHOENMAECKERS (Université de Liège et Haute Ecole de la Ville de Liège et CIRIEC Belgique)



Le thème des communs rencontre un intérêt croissant dans la littérature des sciences économiques et de gestion, ainsi que dans celle des disciplines de la sociologie et la philosophie, comme le montrent par exemple les travaux de Dardot et Laval (2014). Cet intérêt peut s'expliquer par des avancées théoriques mais aussi par le développement de pratiques multiformes qui visent non seulement à initier de nouvelles formes de gouvernance mais aussi le déploiement d'activités permettant d'offrir un accès ouvert et partagé aux biens communs.

Fort de sa longue tradition d'étude des organisations et des formes de gouvernance au service de l'intérêt collectif dans le domaine de l'économie publique et de l'économie sociale, le CIRIEC s'inscrit dans cette démarche de promotion des avancées théoriques et pratiques pouvant contribuer à un déploiement bénéfique des biens publics et des biens communs. Un livre sur la coproduction de biens publics et de communs (CIRIEC, Bance, 2018), tout comme la conférence du CIRIEC sur l'économie sociale qui s'est tenue à Bucarest en 2019 ont présenté récemment de telles analyses.

Ce numéro spécial des *Annales de l'économie publique sociale et coopérative* s'inscrit dans la continuité de cette recherche en se concentrant notamment sur la question de la variété de communs offrant un accès ouvert et partagé aux biens et services essentiels.

> ciriec@uliege.be

> Promouvoir l'ESS par le biais de politiques publiques

Un projet qui identifie les éléments clés et les bonnes pratiques des "écosystèmes de l'ESS", et propose des lignes directrices que les décideurs politiques peuvent mettre en œuvre dans leurs villes.



Réalisé par l'UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development), avec le soutien et le financement du GSEF (Global Social Economy Forum) et la participation d'experts et membres du CIRIEC, ce projet vise à générer une meilleure compréhension des cadres politiques et institutionnels qui favorisent le développement d'écosystèmes ESS robustes au niveau infranational. Il analyse des données empiriques originales provenant d'études de cas de sept villes afin de proposer des lignes directrices que les responsables politiques et les décideurs peuvent utiliser pour concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques qui soutiennent les entités et les organisations de l'ESS.

Les lignes directrices pour les responsables politiques et les acteurs publics locaux et régionaux sont actuellement disponibles en anglais et bientôt en espagnol.

L'UNRISD a également partagé les sept études de cas qui ont contribué à la rédaction des lignes directrices :

- BARCELONE: [La politique publique de promotion de l'économie sociale et solidaire à Barcelone \(2016-2019\)](#) par Rafael Chaves-Avila, Jordi Via-Llop et Jordi Garcia-Jané (aussi disponible en [EN](#) et [ES](#))
- DAKAR: bientôt disponible
- DURBAN: [Creating an Enabling Environment for the Social and Solidarity Economy \(SSE\) through Public Policies in Durban, South Africa](#) par Susan Steinman
- LIVERPOOL: [Public Policy and Devolved Governance: Facilitating the Social and Solidarity Economy in the Liverpool City Region](#) par Helen Heap, Alan Southern et Matt Thompson
- MEXICO : [Politiques de promotion de l'économie sociale et solidaire : Etude de cas de la ville de Mexico](#) par Juan José Rojas Herrera et Roberto Cañedo Villarreal (aussi disponible en [EN](#) et [ES](#))
- MONTRÉAL: [Public Policies Enabling the Social and Solidarity Economy in the City of Montreal](#) par Marguerite Mendell, Nancy Neamtan et Hyuna Yi
- SÉOUL: [Policy Systems and Measures for the Social Economy in Seoul](#) par Kil-Soon Yoon et Dr. Sang-Youn ("Youn") Lee

> Centre de documentation et Agora



membres.

- Aide individuelle dans la recherche documentaire dans les domaines de l'économie publique, sociale et coopérative
- Accueil de doctorants étrangers
- Catalogue des ressources papier: <http://lib.uliege.be/>
- Agora

> [Contacter le centre de documentation du CIRIEC](#)



Agora du CIRIEC est une plateforme de connaissance multilingue **réservée aux membres** pour mieux partager et utiliser la richesse du réseau d'experts actifs du CIRIEC dans les domaines de l'intérêt général et de l'économie sociale.

Aujourd'hui, AGORA c'est :

- un annuaire de 165 chercheurs avec leur CV détaillé et leurs données de contact (36 pays représentés)
- une base de données documentaire de 21.000 documents indexés et traités sémantiquement
- une newsletter (annonces de conférences, événements, publications...) et une alerte personnelle bimensuelles envoyées aux membres

> [Pas encore sur Agora ?](#) > [Visiter Agora](#)

> Congrès international



Le Congrès international du CIRIEC, qui devait se tenir du 4 au 6 juin 2020, à Thessalonique (Grèce), sur le thème :

Entreprises publiques & économie sociale :

Quelles dynamiques dans la transition économique, sociale et environnementale ?

a été annulé en raison de l'actuelle pandémie.

Le prochain Congrès se tiendra à Valencia (Espagne), en juin 2022.

> ciriec@uliege.be

> 8^{ème} Conf. internationale de recherche en économie sociale



Les Conférences internationales de recherche en économie sociale du CIRIEC se réunissent tous les deux ans. Elles regroupent plusieurs centaines de chercheurs et praticiens du monde entier.

La prochaine conférence aura lieu à San José (Costa Rica), du 8 au 10 septembre 2021, sur le thème :

"Solidarité et économie sociale et l'Agenda 2030 :

Développement inclusif et durable grâce à des pratiques sociales innovantes"

- Politiques publiques - Stratégies de promotion sociale - Innovation et technologie
- Durabilité et accessibilité - Performance et impact

> [SITE WEB DE L'ÉVÉNEMENT](#) > Contact : ciriec@uned.ac.cr

> Conférence internationale « L'APRÈS COVID-19 »

« L'APRÈS-COVID-19 : Les entreprises publiques et l'économie sociale à l'avant-garde pour une reprise économique, sociale et environnementale ».



Compte tenu des circonstances sanitaires actuelles, la Conférence – organisée par le CIRIEC et le Social Economy Institute – prévue à Thessalonique (Grèce) les 20-21 mai 2021 est reportée aux 20-21 septembre 2021.

Cet événement, qui se tiendra en présentiel, abordera un thème général légèrement adapté : "L'APRÈS-COVID-19 : Les entreprises publiques et l'économie sociale à l'avant-garde pour une reprise économique, sociale et environnementale"

Votre inscription préalable reste valide pour l'événement de septembre. En cas d'impossibilité de participer, vous pouvez valablement vous faire représenter par un(e) autre délégué(e) au sein de votre entreprise/organisation. Dans ce cas, merci de bien vouloir nous communiquer le nom et contact du/de la délégué(e).

> ciriec@uliege.be

> Conférence mondiale en Amérique latine



" L'économie sociale et solidaire comme modèle de développement inclusif, durable et résilient dans un monde post-Covid 19 "

Organisation : CIRIEC-Brésil (13-16 avril 2021)

Programme de la Web Conférence :

- Le travail et ses multi dimensions
- (Auto) Management, marketing et entrepreneuriat en ESS
- Innovation et technologie sociale
- Droit et institutions
- Mouvements sociaux et réseaux ESS
- Développement territorial, ruralités et agro écologie
- Évaluation des politiques publiques de l'ESS
- Pratiques de financement et de finance solidaire
- Éducation coopérative
- Inégalités et générations dans l'ESS (Genre et jeunesse)
- Tourisme et environnement
- Internationalisation des entreprises solidaires
- Théorie du coopérativisme, économie sociale et solidaire
- Plateformes numériques et ESS
- Rapports d'expérience, pratiques d'incubation et extension universitaire
- Mise en œuvre et mesure des objectifs de développement durable (ODS)
- Entrepreneuriat noir
- Culture et économie créative.

> www.ciriecbrasil.org > [ÉVÉNEMENTS CIRIEC](#)

Tour d'horizon des actions du groupe MGEN en faveur de l'égalité femmes-hommes.

« La MGEN a toujours été aux côtés de celles et ceux qui défendent l'égalité et la liberté, en droits comme en actes. Au moment où la MGEN s'engage dans la rédaction de sa Raison d'être, il est important de réaffirmer en ce 8 mars notre profond attachement à l'émancipation, aux droits des femmes et le rôle d'une mutuelle engagée historiquement comme la nôtre à ce sujet »
Roland Berthilier, président du groupe MGEN.

Egalité professionnelle



Très attentif à la question de la parité, le groupe MGEN a procédé pour la troisième année au calcul de l'index sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes avec une note globale de 92/100 et un faible écart de rémunération de 37/40 en 2020. Ce résultat illustre l'engagement MGEN pour l'égalité hommes-femmes dans le cadre de sa politique RH.

Pour faire vivre l'égalité professionnelle femme/homme, le groupe MGEN anime également un dialogue sur ce sujet avec les partenaires sociaux. Une commission égalité professionnelle du comité central d'entreprise a ainsi été instituée en 2018, ainsi que des commissions déclinées au sein des différentes entités.

En vue des négociations pour conclure le nouvel accord égalité professionnelle femmes/hommes, deux diagnostics qualitatifs et quantitatifs ont été réalisés sur le dernier trimestre 2020 par des intervenants externes spécialistes du sujet (un diagnostic conseil et une étude sur les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, sur la base d'une modélisation statistique). Les résultats de ces deux diagnostics ont fait l'objet d'une présentation auprès des partenaires sociaux en janvier 2021.

Par ailleurs, le groupe MGEN consacre annuellement une enveloppe de sa masse salariale pour la résorption des écarts F/H. En 2021, celle-ci sera doublée.

Des partenariats engagés

Fondation des Femmes MGEN est partenaire depuis 2017 de la [Fondation des Femmes](#) et lui apporte son soutien dans l'ensemble de ses missions qui visent à prévenir et sensibiliser à l'égalité, protéger et soutenir les femmes en situation de vulnérabilité, lutter pour les droits et libertés des femmes, lutter contre l'invisibilisation et les discriminations à l'endroit des femmes.

En 2019, MGEN a été particulièrement présent à la Nuit des Relais (avec des déclinaisons locales à Bordeaux et Lille). En 2020, une opération de sensibilisation et [une enquête sur la ménopause](#) ont permis d'avoir une vraie visibilité autour de ce sujet tabou.

MGEN est également partenaire du [prix Gisèle Halimi](#), un concours d'éloquence pour dénoncer le sexisme par le verbe.

L'ADOLESCENT-Prévention santé MGEN L'[association](#) développe l'esprit critique et permet à tous les élèves, garçons et filles, d'être sur un pied d'égalité dans leurs apprentissages et leurs orientations professionnelles, indépendamment de leurs appartenances à un genre.

Pour sa 4ème édition, l'Adosen a lancé sa campagne [Stéréotypes/Stéréomeufs](#) à destination des élèves de collèges et lycées pour lutter contre les stéréotypes de genre à travers un concours de scénarios. Pour la journée du 8 mars, l'ADOLESCENT a introduit une campagne sur [l'Invisibilisation des Femmes](#) qui demeure une violence insidieuse, moins évidente à repérer que les autres violences qui s'exercent spécifiquement sur les femmes.

Fondation Femmes@Numérique Le collectif est un groupement de plus 50 associations qui mènent des actions pour casser les stéréotypes, faire découvrir des métiers méconnus, former, sensibiliser et accompagner les filles et les femmes dans l'univers des professions du numérique. MGEN est membre fondateur du fonds [Femmes@Numérique](#).

Conférence Permanente des Chargés de Mission Egalité Diversité MGEN est partenaire de la [Conférence Permanente des Chargés de Mission Egalité et Diversité](#) (cped) en soutenant la formation des chargés de mission égalité de l'ensemble des universités et en intervenant à ses côtés dans leurs démarches liées à l'égalité entre les femmes et les hommes et à la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Institut du Monde Arabe MGEN est partenaire de [l'Institut du Monde Arabe](#) et de l'exposition exceptionnelle "Divas arabes" qui rend hommage aux figures de légende de l'âge d'or de la musique et du cinéma arabe (Oum Kalthoum, Leïla Mourad, Samia Gamal, Fairuz, Warda...) : des femmes émancipées et avant-gardistes qui restent des icônes intemporelles. MGEN est également partenaire de l'Institut dans le cadre de l'organisation d'un forum économique en 2021 qui explorera les enjeux du leadership et de l'empowerment des femmes.

Femmes & Sciences MGEN est partenaire de [Femmes & Sciences](#) qui vise à la promouvoir les sciences et techniques auprès des femmes, et promouvoir les femmes dans les formations et filières de recherche relevant des sciences et techniques.

Recherche et Santé MGEN est partenaire de l'Université Poitiers Université et notamment de la Chaire Sport Santé Bien-Être. MGEN a notamment apporté son soutien récent dans le cadre de recherches menées sur les troubles cardiovasculaires des femmes.

INSERM Depuis plus de 30 ans, le groupe MGEN est partenaire de [l'étude E3N](#) qui s'appuie sur une cohorte d'environ 100 000 femmes volontaires françaises, adhérentes MGEN, nées entre 1925 et 1950 et suivies depuis 1990. L'étude initiale, centrée autour de l'analyse et de la prévention des facteurs de risque des cancers féminins s'est développée. Elle permet aujourd'hui l'analyse des interactions entre les divers déterminants de l'état de santé et les cancers et pathologies chroniques chez la femme. En trente ans, les apports de ce qui constitue l'une des plus grandes cohortes médicales d'Europe, sont manifestes et vont se poursuivre.

Les JEUDI MUTUELLE Depuis 2019, la MGEN a mis en place un événement régulier appelé « Jeudi Mutuelle » qui a vocation à nourrir les débats de société, à faire interagir ses partenaires, à « faire forum ». Plusieurs thématiques ont déjà été abordées telles que la « Lutte contre les stéréotypes », « la Santé des femmes » et « l'Approche genrée de la médecine ».

Sport Basket Landes. Le groupe MGEN, au travers de sa filiale [MGEN Solutions](#), est engagé dans la valorisation du Sport féminin via son partenariat avec [Basket Landes](#), un club de basketball professionnel féminin.

MGEN Académie MGEN accompagne des jeunes espoirs du Sport, de la Culture et de la Recherche avec [MGEN Académie](#) (Heather Arneton, Mathilde Gros, Julie Minoc...) et sa nouvelle porte-drapeau officielle depuis novembre 2019, [Perrine Laffont](#).

Les Sportives Le groupe est partenaire du magazine [Les Sportives](#) media de fond sur le sport féminin.

> [Contact presse](#) : Marine Chaumier - mchaumier@mgen.fr - 06 07 09 64 16

Le groupe MGEN, « la référence solidaire »

Avec plus de 4 millions de personnes protégées, près de 10 000 salariés et un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards d'euros, le groupe MGEN est un acteur majeur de la protection sociale. MGEN gère le régime obligatoire d'assurance maladie des professionnels de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Culture, des Sports, et de la Transition écologique et solidaire. MGEN propose également une mutuelle santé individuelle ouverte à tous les publics (personnels des ministères, de la Fonction publique hospitalière, particuliers, étudiants), ainsi que des contrats collectifs santé et prévoyance pour les entreprises et les associations. Acteur global de santé, MGEN met à la disposition de la population une offre de soins diversifiée et ouverte à tous à travers ses 60 services de soins et d'accompagnement (établissements sanitaires et médico-sociaux, centres médicaux et dentaires), les trois établissements de la région parisienne qu'il co-pilote et les 2800 services de soins et d'accompagnement mutualistes qu'il finance en France. Depuis le 13 septembre 2017, le groupe MGEN fait partie du Groupe VYV.

> www.mgen.fr > www.twitter.com/groupe_mgen

Les contributions à la *Lettre du CIRIEC-France* sont publiées sous la seule responsabilité de leurs auteurs.
Le CIRIEC souhaite ainsi faire circuler librement la parole.
Les textes doivent s'inscrire dans le champ d'activité du CIRIEC : la recherche et l'information sur
l'économie publique et l'économie sociale



Réaffirmer le projet politique de l'entreprise en lien avec les défis de la cité

Pascal MICHARD

Président d'AEMA Groupe

(Intervention à la Conférence du 70^{ème} Anniversaire du CIRIEC-France, Paris - CESE, 26 octobre 2020)

Un autre monde, une autre économie, une autre façon d'entreprendre est possible, et je suis heureux d'affirmer également qu'un autre modèle d'entreprise est possible. La preuve, la MACIF en est un exemple.

Ce modèle rend compatibles à la fois la performance économique et la performance sociale, et notamment par une gouvernance qui associe l'ensemble de ses parties prenantes, en particulier bien sûr ses plus de 5 millions de sociétaires qui votent, qui sont appelés à voter tous les trois ans pour élire indirectement les administrateurs ainsi que des représentants des salariés qui siègent au conseil d'administration.

Bien sûr, ce modèle vise l'excellence technique, mais on est un petit peu en droit de l'attendre de toute entreprise, mais cela tout en s'ancrant avec passion dans ses valeurs fondatrices d'humanisme, de solidarité et de partage. En disposant d'un modèle où nul actionnaire n'exige de dividendes, c'est donc l'ensemble de la communauté de l'entreprise, les sociétaires, les élus, les salariés qui exigent la performance collective au service du bien commun.

Cette approche correspond bien sûr aux souhaits de notre fondateur qui étaient de proposer à toutes et à tous des protections contre les coups durs de la vie au juste prix, mais aussi dans le respect des singularités de chacun. À ce titre, le groupe MACIF a toujours revendiqué haut et fort les valeurs de l'économie sociale et solidaire, et le contexte actuel que l'on connaît nous pousse à exprimer encore plus notre capacité de résilience et de savoir adapter nos pratiques, démontrant ainsi que l'économie sociale et solidaire dispose précisément d'une capacité de résilience plus forte et plus vertueuse en temps de crise, parce qu'elle s'inscrit dans le temps long et qu'elle n'a pas, au fond, d'autre intérêt à servir que ceux de ses parties prenantes, et dans ces parties prenantes nous verrons qu'il y a aussi la société.

Alors, quelles sont les questions à se poser ?

- Comment se positionner dans le contexte des transformations à l'œuvre ? Évolution du monde, mutation des sociétés, état social, etc. ?

- Comment se positionner dans les transformations du monde pour un acteur mutualiste, pour un assureur mutualiste, plus généralement, pour une entreprise de l'économie sociale et solidaire ?

- Et comment continuer, en ce qui nous concerne, à protéger du mieux que nous pouvons près de 6 millions de foyers tout en appréhendant le monde qui vient ?

Notre groupe assume un rôle particulier, à la fois nous engager dans les transformations structurelles que l'on vient d'évoquer à l'œuvre et agir en tant qu'entreprise qui entend autrement. À nos yeux, cet engagement ne doit pas, bien sûr, nous détourner d'un objectif d'être une entreprise qui crée de la valeur. Est-ce un gros mot ? Non, je ne pense pas, pas forcément, car c'est aussi par cela que nous avons la confiance

de nos sociétaires qui elle-même garantit notre pérennité. Mais encore faut-il s'entendre sur ce que l'on entend, justement, sur le sens que l'on donne au mot valeur. En effet, la valeur est multiforme. Bien sûr elle est économique, mais pas seulement, elle est sociale, elle est solidaire. Bref, en un seul mot, elle est humaine. Est-ce qu'on peut aussi nommer finalement le dividende social qui résulte des différentes formes de valeurs créées, qui encore une fois n'est pas uniquement économique et qui doit être une ambition d'une entreprise ?

Certains économistes, probablement assez éloignés de nos vues, citent parfois le mot de Jean Bodin : « il n'est de richesse que d'hommes », avec probablement souvent l'intention de se donner bonne conscience. Mais nous, nous tous, nous toutes, entreprises de l'économie sociale et solidaire, nous savons vraiment ce que signifie cette maxime puisqu'elle est constitutive de notre identité. D'abord parce que la solidarité est, avec le bien commun, notre boussole, la notion de solidarité vise précisément à prévenir l'émergence de fragilités. En ce qui nous concerne, assureurs, c'est le cœur de notre métier : faire en sorte qu'un certain nombre d'aléas de la vie qui sont assurables ne perturbent pas le parcours de vie, justement, au point de fragiliser les destins, avec une attention particulière pour les plus fragiles, car un même événement n'aura pas les mêmes conséquences selon les pouvoirs d'achat ; et ne pas faire en sorte ou plutôt éviter de faire en sorte que ces aléas de la vie ne puissent être des événements qui creusent les inégalités. Par exemple, lors de la crise sanitaire, nous avons fait le choix non pas de redistribuer à tous, mais simplement aux plus fragiles qui étaient particulièrement impactés par l'événement.

Les orientations mutualistes résidaient hier sur des choix égalitaristes qui ont fondé les politiques sociales. Sans les mutuelles créées il y a 150 ans, qui aurait imaginé la protection sociale d'aujourd'hui ? Et pour aujourd'hui, les entreprises telles que la nôtre, les déterminants de la consolidation et du développement s'inscrivent dans le contexte de réformes structurelles à l'œuvre pour répondre, je pense, à quatre grands défis :

- Prendre le virage de la neutralité carbone, c'est le défi environnemental.
- Améliorer l'accès à l'emploi, prévenir les fragilités sociales, c'est le défi social.
- Dynamiser la compétitivité par l'innovation.
- Mais aussi inventer l'état de l'âge numérique.

Ces deux derniers défis sont de nature technologique et probablement aussi sociétale, puisqu'ils influent sur les comportements, sur les personnes, et quand on pense à l'intelligence artificielle et à l'utilisation, bonne ou moins bonne, que l'on peut en faire, on voit aussi que cela peut influencer sur le modèle même de société que l'on souhaite ou que l'on redoute.

Avec la crise sanitaire, cela prend un relief particulier qui rappelle la nécessité de régulation, de coordination entre le public et le privé, toutes les formes de privé, et bien entendu, les entreprises de l'économie sociale et solidaire en particulier pour optimiser l'efficacité des ressources allouées, ressources limitées.

Dans le contexte de la montée en puissance de la mondialisation et du numérique, j'y faisais allusion, du creusement des inégalités sociales, les pouvoirs publics encouragent les acteurs économiques à engager les réformes nécessaires pour faire évoluer l'objet social des entreprises en conciliant performance économique et intérêt général, ce que l'on appelle aussi une forme de rendre le capitalisme acceptable, à défaut de le rendre responsable.

Alors, bien sûr, c'est l'un des objets de la loi Pacte, mais c'est aussi le transfert vers les entreprises d'un certain nombre de responsabilités qui étaient peut être jusqu'à présent exercées par l'État, mais compte tenu de ses ressources de plus en plus réduites, il y a transfert vers le monde économique d'un certain nombre de prérogatives, C'est donc la nécessité de reconnaître le secteur, notre secteur, celui à lucrativité limitée.

À la MACIF, malgré notre tendance naturelle, j'entends par là le fait de vouloir être à la fois indépendant du capital mais aussi des pouvoirs publics, nous avons fait le choix de dire pourquoi pas, en effet, mais ce doit être un pourquoi pas assumé qui ose aller jusqu'au bout de cette belle idée de mettre l'économie au service de l'humain et non le contraire. Ce doit être un pourquoi pas réel, qui n'est pas du marketing ni un socialwashing ou greenwashing pour parler en bon français. Pour moi, il est important d'avoir à l'esprit, aujourd'hui, l'enjeu à moyen terme qui est d'associer l'ensemble des parties prenantes à la finalité, la vision politique, sociétale et sociale que l'on veut servir et que nos entreprises doivent servir.

C'est étendre le rôle de l'entreprise au-delà du segment commercial ou simplement de son activité, sur le principe que l'on ne peut considérer toute action économique comme isolée de son contexte, car elle s'inscrit nécessairement dans la double complexité et interaction de relations économiques et d'un environnement qui influence l'entreprise, mais aussi que l'entreprise contribue à influencer dans une sorte d'interaction permanente.

L'action publique définit le cadre de référence dans lequel évoluent les entreprises, mais n'est pas en soi (je parle de l'action publique) créatrice de valeur. C'est bien par l'intermédiaire des ressorts de la dynamique entrepreneuriale qui épousent ces valeurs et les aspirations de la société que l'on arrive véritablement à créer de la valeur, toute la valeur et, comme je le disais tout à l'heure, pas uniquement de la valeur économique.

Aussi pour la MACIF, l'approche d'un assureur mutualiste doit intégrer notamment, principalement l'espace. L'espace de référence local, régional, national, voire l'espace propre à l'urbanisation et aux métropoles d'un côté, et les « déserts de services » de l'autre, par exemple, les territoires et leurs spécificités ; sujet que l'on a vu exploser lors de la crise des gilets jaunes en particulier.

Et puis l'autre élément, ce sont les relations sociales au sens large et particulièrement les déterminants des comportements des différents acteurs ; les rapports sociaux internes et externes à l'entreprise, les aspirations de la société, les évolutions technologiques, l'évolution des modes de vie et leur influence sur l'activité économique. Cela suppose que les représentants de ces parties prenantes de la société participent aussi à la gouvernance de l'entreprise. Parce qu'en effet, c'est en quelque sorte une démonstration inverse que l'on peut faire fonctionner une entreprise, et pas trop mal, en intégrant justement les représentants de ces parties prenantes et les acteurs de la société. Et puis c'est donc, d'une certaine manière, refaire de la politique.

C'est au prix de cette approche que nous saurons être à la fois des acteurs économiques crédibles et, bien sûr, des acteurs mobilisés dans la société.

Ces enjeux de sens et de différenciation sont essentiels, car le défi de la période se pose en termes inédits au niveau des territoires qui nécessitent une vision politique renforcée parce que les forces en jeu, la digitalisation, l'intelligence artificielle, la globalisation, l'économie circulaire, l'économie de la fonctionnalité sont appelées à modifier profondément les équilibres généraux. Les attentes doivent être cernées en se plaçant au plus près des populations et en intégrant la diversité des situations, les grands déséquilibres démographiques, la rareté de certaines ressources, les dérèglements environnementaux, l'économie de la donnée, la situation économique et sociale, le creusement des inégalités, les évolutions technologiques. Autant de situations qui induisent, qui nécessitent une œuvre de protection. Se centrer sur l'humain au service d'un enjeu de société est la valeur première qui caractérise un assureur mutualiste.

Alors, les défis de la modernité pour notre activité d'assureur mutualiste, c'est bien sûr la capacité d'anticipation, de créativité et d'adaptation, mais aussi d'inspiration pour l'économie en général, pour le modèle dominant.

Si certaines entreprises ont conforté la confiance qu'elles inspirent durant la crise sanitaire, ce n'est pas pour autant que les Français leur donnent totalement quitus. Dans le même temps, ils appellent bien davantage à renforcer le rôle de l'État dans certains secteurs de l'économie jugés porteurs ou stratégiques. On y a fait allusion tout à l'heure concernant l'industrialisation ou plutôt la désindustrialisation. L'État lui-même souhaite se désengager, notamment pour des raisons financières de budget, de certaines prérogatives.

C'est donc un rapport au progrès difficile, un constat qui doit interroger les acteurs économiques qui se sont toujours constitués en promoteurs du progrès.

En perspective et pour conclure, dans le cadre du plan de relance comme dans le cadre de la loi Pacte, le gouvernement a insisté sur la notion de responsabilité des entreprises, notamment à travers leur raison d'être qui ne doit pas être un gadget, certes, ou encore du cadre de l'entreprise à mission, pour mettre en place un nouveau système économique respectueux notamment de l'environnement, préservant l'emploi et plus généralement respectueux des aspirations de la société, ce qu'on appelle aussi les communs ou le collectif.

Nous disons pourquoi pas, mais avec le souci d'être pleinement respectueux des valeurs que l'on défend, pas à n'importe quel prix, de notre identité, de l'identité de l'ESS, de ceux que l'on sert, les parties prenantes, nos concitoyens, la société, mais avec le souci d'assurer un équilibre entre l'État et les acteurs privés qui prennent en compte globalement l'intérêt général, l'intérêt collectif plutôt qu'une simple répartition un peu mécaniste des rôles, mais aussi avec le souhait que ces engagements fassent l'objet d'une évaluation réelle, d'une preuve apportée davantage que de simples incantations ou pétitions de principe. C'est peut être, par exemple, dans le cadre d'une notation extra financière, d'un cadre de référence, de mesures d'impact pour reprendre effectivement le terme à la mode.

Oui, participer à la transformation de la société tend à dépendre à la fois de la capacité, de la pertinence de se mobiliser sur les sujets en lien avec les évolutions actuelles et futures de la société, mais aussi en associant la société à la gouvernance des entreprises. Il s'agit encore et toujours de réaffirmer le projet politique en lien avec les défis de la cité. Je pense sincèrement que les entreprises de l'économie sociale et solidaire comme la nôtre, qui ont par nature cette préoccupation inscrite dans leur modèle nativement, peuvent y aider.





En quoi et comment l'éducation populaire peut-elle contribuer à l'urgente nécessité d'une bifurcation radicale de l'Histoire ?

Christian MAUREL,

Sociologue de la culture et de l'éducation populaire politique
Docteur de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

Dans quelle société vivons-nous ? Il faut remonter un peu dans le temps. A partir du 26 août 1938 et durant 5 jours, se tient à Paris un colloque connu sous le nom de "colloque Lippmann" qui a pour ambition de repenser et de réinventer le libéralisme dans une période qui ne lui est pourtant pas favorable : crise de 1929, mise en place du New-deal au États-Unis sous l'impulsion de Franklin Roosevelt, montée et installation de régimes fascistes et collectivistes, interventionnisme étatique de type "Front populaire", intérêt pour la pensée économique Keynésienne.

Cet acte de naissance de ce que l'on appellera plus tard le "néolibéralisme" est largement influencé par la parution de *La cité libre* de Walter Lippmann. Il rassemble des économistes (Friedrich Hayek de l'école autrichienne, Wilhem Röpke et Alexander Rüstow, théoriciens de l'ordolibéralisme allemand...) mais aussi des philosophes (Raymond Aron), des journalistes, des directeurs de banques, des polytechniciens, des "capitaines d'industrie". Il jettera les bases de la création en 1947 de la Société du Mont Pèlerin, grande pourvoyeuse de prix Nobel et de courants de pensée libéraux, ordo-libéraux, voire ultralibéraux et libertariens (Milton Friedmann et l'École de Chicago...)

Cet éclectisme indique que cette refondation du libéralisme ne doit pas être qu'économique mais doit concerner l'ensemble de la société dans ses dimensions sociales, politiques, anthropologiques... Il ne s'agit pas de revenir au capitalisme industriel du 19ème siècle bien analysé par Marx, ni au libéralisme du "laissez-faire" et de "la main invisible" pensé notamment par Adam Smith à la fin du 18ème siècle. (voir *La richesse des nations* /1776)

Cette pensée néolibérale attend son heure pour se traduire dans les faits sous la forme de politiques néolibérales. Elle viendra au tournant des années 1970-1980, suite aux différents chocs pétroliers (1973, 1979) et à l'essoufflement du "compromis social-démocrate" de l'après guerre. Les chantres du libéralisme qui ne comptent pas que des économistes disent alors, haut et fort, que le marché est le meilleur régulateur de l'économie et des rapports sociaux, que l'État doit se mettre en retrait, et pour certains (les ultralibéraux), se limiter à ses fonctions régaliennes (la police, la paix sociale, la protection des personnes et surtout des biens, la défense nationale, la diplomatie...) et ainsi garantir un marché "libre et non faussé".

On doit à Margaret Thatcher en Grande Bretagne et à son fameux TINA (« There is no alternatives »), à Ronald Reagan aux États-Unis (pour qui « l'État n'est pas la solution mais le problème ») et à François Mitterrand en France qui, plus ou moins contraint et forcé, fait demi tour et s'engage en 1983 dans une "politique de rigueur", d'avoir engagé leur pays et le monde occidental dans un néolibéralisme global appelé à se mondialiser et à réduire les acquis sociaux par la privatisation et la déréglementation. Ainsi Francis Fukuyama, peut sereinement affirmer après la chute du Mur de Berlin et au moment du démantèlement du Bloc de l'Est que « nous sommes à la fin de l'Histoire » et que l'association du libéralisme économique et du libéralisme politique est indépassable.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Dans *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, 2010, Pierre Dardot et Christian Laval nous apportent, dès les premières lignes (pp. 5 et 6), un éclairage saisissant : « le néolibéralisme n'est pas une idéologie passagère appelée à s'évanouir avec la crise financière ; il n'est pas seulement une politique économique qui donne au commerce et à la finance une place prépondérante. Il s'agit de bien autre chose, il s'agit de bien plus : de la manière dont nous vivons, dont nous sentons, dont nous pensons. Ce qui est en jeu n'est ni plus ni moins que la forme de notre existence... [et on sent déjà qu'une éducation populaire critique, mutuelle, permanente et politique devra y mettre son nez]... le néolibéralisme définit en effet une certaine norme de vie dans les sociétés occidentales et, bien au delà, dans toutes les sociétés qui suivent sur le chemin de la "modernité". Cette norme enjoint à chacun de vivre dans un univers de compétition généralisée, elle somme les populations d'entrer en lutte les unes contre les autres, elle ordonne les rapports sociaux au modèle du marché, elle transforme jusqu'à l'individu appelé désormais à se concevoir comme une entreprise... [éducation populaire, au secours !...]... le néolibéralisme peut se définir comme l'ensemble des discours, des pratiques et des dispositifs qui déterminent un nouveau gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence ».

À partir de là, on peut identifier et comprendre **quelques grandes questions de société** qui ne doivent pas laisser l'éducation populaire indifférente.

La première concerne les difficultés à penser le monde, en raison de sa complexité et de sa transformation en accélération constante. Ce qui explique que certains économistes néolibéraux (notamment Walter Lippman) se sont emparés très tôt de la notion de "révolution" (et ce n'est pas le seul vol de langage), la vraie, celle de l'économie capitaliste marchande qui, étendue à toute la planète, bouleverse constamment et avec toujours plus de rapidité, nos manières de produire, de consommer, de vivre, de penser et d'agir et donc de s'adapter. Ainsi, disent P. Dardot et C. Laval, « à la révolution permanente des méthodes et des structures de production doit également répondre l'adaptation permanente des modes de vie et des mentalités » (*La nouvelle raison...*, p.175). Dans cette « création destruction » (Schumpeter) permanente où ce qui était hier encore adapté, productif, vendable, voire innovant, deviendra demain dépassé, sans valeur, déchet à jeter ou à retraiter, il s'agit de tout changer en permanence pour que rien ne change, et qu'ainsi la raison néolibérale continue à imposer sa loi et ne laisse aucune place à une quelconque alternative. C'est une des missions essentielles de l'éducation populaire que de contribuer - dans une relation avec les intellectuels qui acceptent de se mettre d'aplomb avec le réel - à l'élucidation, à la prise de conscience et à la lecture des réalités sociales, à partir et avec les gens là où ils travaillent, vivent quelques fois survivent. Car « de l'impensé naît l'impuissance » dit Pierre Rosanvallon.

La deuxième question concerne le développement fulgurant des sciences et des techniques, notamment des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication qui bouleversent en permanence les rapports de travail, les rapports au travail, les rapports entre temps libre et temps de travail, les rapports familiaux, pédagogiques, intergénérationnels, interindividuels, de soi à soi. En même temps, s'installe un rapport inégalitaire avec d'importantes répercussions sociales (par exemple, avec la dématérialisation, les difficultés d'accès aux services publics) entre ceux qui dominent ces nouvelles techniques et ceux qui ne savent ou ne peuvent les utiliser (la "fracture numérique"), ainsi qu'une société de la surveillance qui en sait plus sur vous que vous n'en savez vous-mêmes (les "Big data et les data center), de contrôle social (voir l'exemple de la Chine et de la création du "crédit social") et de fabrication du désir de consommer le produit répondant à ce désir. L'éducation populaire critique et politique doit se donner pour missions de rendre ces technologies utilisables par tous et de nous rendre conscients des enjeux contradictoires auxquels ces technologies répondent.

La troisième question, sans aucun doute la plus importante et la plus difficile à résoudre, **concerne la protection de notre environnement naturel**, le réchauffement climatique, la montée des eaux dont on mesure encore mal les répercussions catastrophiques et barbares. Une urgente et nécessaire bifurcation de l'humanité s'impose. Elle concerne à la fois nos comportements et les politiques et pratiques néolibérales d'une croissance qui ne se mesure encore qu'en termes de PIB et de taux de profit des entreprises. « Une éducation à la citoyenneté ne peut aujourd'hui se penser en dehors d'une écocitoyenneté » ai-je entendu dans un des nombreux ateliers des journées de commémoration de la création de la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture.

Cette urgente et nécessaire bifurcation - d'autres, comme Guy Roustang parlent de « changement de cap » - est d'autant plus nécessaire que **trois autres problèmes** menacent nos capacités de vivre ensemble, de faire société et humanité.

- **d'abord la grande pauvreté et le redéploiement des inégalités** de tous ordres : inégalité économique (la dizaine de personnes la plus riche de la planète a plus de revenus et de patrimoine que la moitié de la population la plus pauvre), inégalité de considération (toutes les vies n'ont pas la même valeur) et de position dans l'échelle sociale. N'en déplaise au président Macron, les premiers de cordée ne font pas progresser ceux qui suivent au nom d'une théorie du ruissellement visant à justifier le bien fondé du capitalisme néolibéral. Nombreux sont ceux qui se voient condamnés à rester au pied de la falaise, notamment pour ceux dont les inégalités sont cumulatives, les femmes en particulier.

- **notre imaginaire social des droits de l'homme est de moins en moins partagé**. Il est étouffé et pris en étau entre, d'une part l'expansion et l'accumulation illimitées réservée à une minorité (ou

seuls l'argent et la possession font sens) et, d'autre part, la recrudescence et la montée en puissance d'imaginaires xénophobes, ségrégationnistes, sectaires, racistes, populistes, nationalistes et fondamentalistes.

– **notre démocratie représentative délégataire** – qui est en fait, au sens rousseauiste, une « aristocratie élective » - **se dilue et disparaît dans des oligarchies**, des ploutocraties tintées de népotisme, des expertocraties, des fascismes rampants, des totalitarismes solidement implantés (pensons à la Chine), et dans ce que certains appellent des "démocraties" qui sont en fait des dictatures légitimées par des constitutions et des consultations électorales souvent perverties, à l'image du Brésil de Bolsonaro, de la Russie de Poutine, de la Turquie d'Erdogan, de l'Algérie de Bouteflika et, au sein même de l'Europe, de la Hongrie de Orban qui se réclame de "l'illibéralisme" politique. De ces dérives antidémocratiques le néolibéralisme n'en a cure. Bien plus, il défait la démocratie la plus formelle. Cela sert son développement. Les affaires prospèrent et les oligarques pullulent. Un milliardaire de plus tous les trois jours dans la Chine de Mao-Tsé-toung sous la surveillance d'internet et dont les récalcitrants sont rééduqués dans des camps de travail.

Certes, le néolibéralisme n'est pas responsable de tout. La grande pauvreté et les inégalités, notamment, existaient avant lui. Mais la simple observation nous indique que le monde ne peut continuer longtemps en l'état. Ne sommes-nous pas, comme le disent P. Dardot et C. Laval dans "un cauchemar qui n'en finit pas" où les pires barbaries peuvent revoir le jour ou prendre d'autres formes touchant directement nos vies quotidiennes : exploitations éhontées de la force de travail qui nous renvoient au 19^{ème} siècle (par exemple les "ateliers du monde" de l'Asie du Sud-est, le travail des enfants), souffrance au travail pouvant conduire au suicide, violences racistes, épurations ethniques, terrorisme, famines... Comment en sortir ? **Le capitalisme néolibéral peut-il s'autodétruire sous le poids de ses propres contradictions** et s'effondrer ? Et est-ce souhaitable en l'état actuel des choses ?

– **Première hypothèse : le développement fulgurant des forces productives** peut-il, comme le pensait Marx, remettre radicalement en cause les rapports de production et ouvrir sur une révolution sociale ? Ce qui ne s'est jamais produit jusqu'à ce jour ou qui a pris la forme de révolutions conduisant au totalitarisme voire à la barbarie (pensons à l'URSS, à la Chine, au Cambodge...) peut-il advenir et ouvrir sur un autre avenir ? Nous n'en voyons pas encore les signes. Le développement fulgurant des sciences et des techniques utilisé à des fins productives particulièrement juteuses, ne semble pas, du moins pour le moment, fragiliser l'expansion illimitée du capitalisme néolibéral – car nous avons toujours à faire à une forme de capitalisme sans doute la plus aboutie – mais au contraire le renforcer sous la forme d'un processus qui a une parfaite cohérence : diversification des modes de production et d'exploitation (ubérisation, auto-entrepreneuriat, start-up, nouvelles formes de management, incitation et contrôle des salariés sans aucun espace ni temps de liberté comme chez Amazon...); innovation permanente tant en termes de produits, de méthodes et de formes de communication ; fabrique d'un sujet entrepreneur de lui-même et donc à l'image du système dans lequel il trouve sa place... A moins que comme l'écrivait André Gorz, quelques jours avant sa mort, « les outils High Tech existants ou en cours de développement... pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourra être produit dans des ateliers coopératifs ou communaux [qui] interconnectés à l'échelle du globe, pourront échanger et mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes, [où] le travail sera producteur de culture, le mode d'autoproduction un mode d'épanouissement ». Ainsi, passerions-nous d'une société des propriétaires à une démocratie des "communs" dans laquelle une éducation populaire, mutuelle, permanente et politique de la "multitude", et pas seulement des peuples, occuperait une place de tout premier ordre.

– **Deuxième hypothèse : le capitalisme néolibéral peut-il s'affaiblir sous le coup de la fameuse loi dite de "la baisse tendancielle du taux de profit"** (Marx, *Le capital*, livre III, troisième section) et ainsi devenir insoutenable et incapable de se régénérer ? Une concurrence libre et non faussée de plus en plus féroce, l'emploi de techniques de plus en plus performantes au détriment du travail salarié, un sous-emploi de masse et donc une consommation en recul qui pénaliserait l'expansion du néolibéralisme, pourrait laisser présager des crises qu'il aurait de plus en plus de mal à surmonter. A cette difficulté que déjà Adam Smith et David Ricardo indiquaient, le capitalisme néolibéral a trouvé, du moins pour le moment, des solutions. D'abord, l'innovation et la création de besoins nouveaux et de marchandises adaptées aux attentes créées, - de plus en plus satisfaites par l'emprunt et donc l'endettement des ménages qui profite, au moins momentanément, aux producteurs et aux prêteurs, par conséquent, au système capitaliste. Ensuite, et cela n'est pas sans lien avec la première solution, ce que l'on appelle la "financiarisation de l'économie" qui consiste à "faire de

l'argent avec de l'argent" sans passer par l'économie réelle mais en spéculant. D'où le développement du système bancaire spéculatif et des places financières où l'enrichissement peut se faire sans travail. Nous savons que cette financiarisation n'est pas sans danger (pensons à la crise des "subprimes" de 2008). Mais l'emprise du capitalisme néolibéral est telle que l'on se voit contraint de "socialiser" les pertes par l'intermédiaire des États après avoir accepté, souvent sans réserve, la privatisation des profits. Enrayer la propagation des crises financières pour éviter l'effondrement d'un système, tel est le mot d'ordre, d'autant que l'effondrement (on parle de "collapsologie") du capitalisme néolibéral n'est souhaitable que si les conditions d'une nouvelle formation sociale sont réalisées ou en voie de réalisation dans le système actuel. Sinon, on peut craindre le pire en matière de barbarie où « l'Homme [redeviendrait] un loup pour l'Homme » (Hobbes).

Pendant, des manières de faire dont tout un chacun pourrait être auteur et acteur existent. Je pense que la prise de pouvoir révolutionnaire de type marxiste-léniniste n'est pas aujourd'hui, et encore moins qu'hier, la voie de renversement et de dépassement du capitalisme. Il me semble que tout est à repenser jusqu'à un changement radical de vocabulaire et de paradigme : classes sociales, masses, partis d'avant garde, place et rôle des États... jusqu'au concept de révolution dont le néolibéralisme lui-même a fait un de ses étendards.

Mon expérience, mes lectures et ma réflexion m'ont conduit à la **"bifurcation" entendue « comme mouvement réel » à même d'abolir l'état actuel** des choses (Marx et Engels, *L'idéologie allemande*). Les grandes bifurcations sont peu nombreuses dans l'histoire de l'humanité. On n'en compte peut-être que trois : l'homini-sation (le passage à la posture debout), l'humanisation (l'invention du langage et de la pensée symbolique), la "révolution néolithique" (passage des chasseurs-cueilleurs à l'élevage et à l'agriculture) dont nous sommes les héritiers. Toute bifurcation, même lorsqu'elle se nourrit de tout ce qui l'a précédée, supprime toute possibilité de retour en arrière, ce qui n'est pas le cas des "révolutions". La bifurcation, notamment celle qui s'engage aujourd'hui est faite de plusieurs processus - transitions, anticipations, mutations, métamorphoses, conscientisations, transformations, expérimentations d'alternatives, révolutions – contribuant à un processus général de changement de cap dont seuls les femmes et les hommes sont les acteurs, chaque pas éclairant le suivant dans un mouvement où une compréhension des réalités et une éducation mutuelle sont les seules boussoles au service d'un devenir totalement autre mais dont on a toujours du mal à dessiner avec précision la forme aboutie.

Je fais donc l'hypothèse, compte-tenu de la complexité du monde et des forces à mobiliser pour le transformer, qu'**une éducation populaire mutuelle, critique, permanente et politique est indispensable à une telle bifurcation**, sinon à considérer que la bifurcation serait le fait d'une transcendance, d'un bon ou d'un malin génie (il peut y avoir des bifurcations catastrophiques ou barbares), ou de lois de l'Histoire dont les humains seraient les jouets. A ce jour, l'éducation populaire ainsi déclinée contribue – ou devrait contribuer - d'une manière décisive à **trois types d'engagements au service d'une bifurcation** se soldant par une sortie du capitalisme néolibéral et par l'institution de rapports sociaux radicalement nouveaux.

- **Il est urgent de politiser ou de re politiser les questions de société** soulevées ou non résolues par le capitalisme néolibéral et de ne pas les laisser dans les seules mains des experts voire des pouvoirs politiques en place. Penser et agir localement à partir de ce qui affecte les gens pour pouvoir penser et agir globalement, voilà ce que nous impose la mondialisation qui ne supprime pas, bien au contraire, une myriade de proximités diverses où tout commence et où se font les premiers pas. Il s'agit de créer, d'animer et de défendre ce que Jurgen Habermas appelle des « espaces publics que sont « les réunions en un public de personnes privées faisant une utilisation publique de leur raisonnement et de leur raison critique » (*L'espace public*). Ces espaces de repolitisation sont des moments démocratiques préparatoires à l'engagement et à l'action collective où « tout le monde devient légitime à parler de la cité » (Jacques Rancière) et où chacun compte pour un, où le débat contradictoire voire conflictuel mais toujours coopératif ne réduit pas l'individu à être "entrepreneur de lui-même" dans un gouvernement des hommes dont le seul principe serait la concurrence. Or participer à ces espaces publics, y prendre la parole, argumenter, voire délibérer pour un passage à l'action, demande une formation qui relève notamment d'une éducation populaire où « les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde » (Paolo Freire, *La pédagogie des opprimés*).

– **La deuxième forme d'engagement** qui n'est pas contradictoire avec la précédente **est celle des mobilisations collectives** thématiques (le climat, le logement, la défense des salariés, des avantages acquis, des droits...) ou plus généralistes (la démocratie, les injustices sociales, la vie chère, les violences d'États...). Après un certain essouf-

flement du mouvement altermondialiste, nous assistons à une recrudescence des mobilisations collectives (du Chili jusqu'à Hong-Kong) sous des formes très différentes : marches, mobilisations massives et sur le long terme (actuellement en Algérie), occupation des places, des ronds-points (les "gilets jaunes" en France) et des zones à défendre. Ces mouvements jettent à la face du monde et de ses dirigeants, les mécontentements, les urgences à agir, les significations et valeurs d'un nouvel imaginaire social contradictoire avec celles du néolibéralisme et des populismes. Ces mouvements sont ainsi des espaces d'éducation populaire, mutuelle, critique et politique, y compris pour ceux qui en restent spectateurs. Les "indignés" en Espagne, les "nuits debout" et les "gilets jaunes" en France sont de grands moments d'une éducation populaire que je qualifie de "spontanée" et d'"organique" au sens où elle fait corps avec le mouvement en lui donnant force et cohérence tout en transformant ceux qui y participent. Une éducation populaire qui prend ses racines dans le mouvement ouvrier émergeant du 19^{ème} siècle et dont elle constitue "la dimension culturelle" (Luc Carton) et qui ne doit pas être séparée de sa forme "propédeutique" portée par les associations et mouvements d'éducation populaire et de jeunesse attachés à la formation de subjectivités agissantes selon des méthodes, stratégies et procédures pédagogiques dont il est impossible de faire un inventaire exhaustif (pour quelques exemples, voir mon dernier livre, *Éducation populaire et questions de société. Les dimensions culturelles du changement social*, Edilivre, 2017).

Mais le mouvement le plus structurant pour sortir du néolibéralisme et s'engager dans une bifurcation de l'humanité est sans aucun doute la création et l'institution de "communs" résistant à l'appropriation des marchés et au contrôle des États. Ce mouvement, déjà engagé de longue date, prend racine dans les coopératives, mutuelles et organisations de solidarité du mouvement ouvrier, dès le 19^{ème} siècle, puis dans la vie associative et dans l'économie sociale et solidaire.

Bien qu'ignoré, voire méprisé par le capitalisme, ce "communalisme" déjà présent dans la Commune de Paris et dans les conseils ouvriers s'étend sous des formes diverses sur l'ensemble de la planète. Il se développe dans les interstices laissés vacants par le néolibéralisme, dans les failles d'un système incapable de répondre aux besoins les plus élémentaires de l'humanité. Il est souvent le fait d'hommes et de femmes confrontés à la dureté de la vie, notamment dans les pays "en voie de développement" et profondément inégalitaires. Il s'affirme sous la forme de ce « million de révolutions tranquilles » (Bénédicte Manier) où des femmes et des hommes librement associés «répondent à la plupart des maux de la planète : ils reverdisent le désert, font disparaître la grande pauvreté, créent des emplois, mettent en place une agriculture durable respectueuse de l'environnement, gèrent eux-mêmes la distribution de l'eau. Des millions d'autres [notamment en Occident] décident de vivre autrement. De vivre mieux. Et pour cela, ils s'affranchissent de l'hyper consumérisme, réinventent l'habitat, la démocratie locale ou l'usage de l'argent » (*Un million de révolutions tranquilles*, éditions Les Liens qui Libèrent). Il s'agit de « changer le monde sans prendre le pouvoir » (John Holloway) – c'est pour cela que je préfère parler de petites bifurcations inscrites dans un « mouvement réel qui abolit l'état actuel » et non de prises de pouvoir révolutionnaires. Il s'agit au contraire de "faire un pas de côté", de "faire sécession", de choisir "l'exode" consistant à abandonner un monde pour en créer un nouveau, plutôt que l'affrontement violent, et ainsi de "miner de l'intérieur" ce que André Gorz appelait « la méga-machine » dont nous sommes que nous voulions ou pas - à titre de producteur et de consommateur - « les serveurs » qui se font dicter, par les pratiques et les discours les plus divers, « les fins à poursuivre et la vie à mener » (« La sortie du capitalisme a déjà commencé », *Ecologica*, éditions Galilée, 2008).

Toutes ces initiatives sont guidées par une intelligence collective des réalités vécues et par la création d'un nouvel imaginaire social où dominent les valeurs et les significations d'entraide, de partage équitable, de solidarité, de coopération, de primat de la valeur d'usage sur la valeur d'échange lucrative, de l'être sur l'avoir, de la complémentarité sur la concurrence. Or, cette intelligence collective et ce nouvel imaginaire social appelés à configurer puis à instituer un modèle de société alternatif à celui du capitalisme néolibéral, relèvent en grande partie d'une éducation mutuelle, permanente et politique généralement "organique", mais également "propédeutique" à destination des enfants, des jeunes, et des personnes restées jusqu'ici en dehors des débats de société, des mouvements sociaux et de l'institution de communs porteurs d'une urgente et nécessaire bifurcation de l'Histoire.

Plus précisément, en quoi peut consister cette éducation populaire ? Quelles sont ses missions essentielles qui la rendent irremplaçable ? Elles sont de plusieurs ordres intimement liés par des postures communes et des manières de faire complémentaires : une éducation de la multitude (concept plus ouvert que celui de "peuple"),

par, avec et pour la multitude, un mutualisme où chacun s'éduque avec les autres et par l'intermédiaire du monde, une volonté de transformer ce qui ne peut rester plus longtemps l'état et d'en rendre les individus auteurs et acteurs... S'agissant des missions essentielles, elles sont, selon moi, au nombre de six :

– **l'élucidation d'un monde complexe** à partir des situations et des expériences vécues où les intellectuels peuvent, par leurs apports en savoirs et à condition qu'ils se mettent daplomb et non en surplomb avec le réel, retrouver une place grâce à des méthodes actives : l'arpentage, la conférence dialoguée, la conférence gesticulée suivie, par exemple, par des moments collectifs de désintoxication de la langue de bois néolibérale..

– **la conscientisation** permettant de comprendre la place que l'on occupe dans la société et celle que l'on devrait ou pourrait y occuper, mais également les résistances et les freins qui en limitent la possibilité tant en termes de compréhension que de passage à l'acte.

– **l'émancipation** qui, avant de prendre des formes collectives spectaculaires, consiste pour chacun à sortir, aussi modestement que cela soit (la première pétition que l'on signe, un premier engagement dans un mouvement social, une implication dans un "commun" associatif...), de la place qui nous est assignée par les rapports sociaux en place, le genre, l'âge, les inégalités, le handicap, la maladie, les accidents de la vie et, quelques fois nos éducations, habitudes et cultures d'origine.

– **l'augmentation de notre puissance individuelle, collective et démocratique de penser et d'agir** par des pratiques déjà identifiées : l'élucidation, la conscientisation, l'émancipation ouvrant sur la prise de conscience de notre puissance sociale à même de changer les choses, de nous engager dans un combat, de desserrer les freins et de "faire sauter" des résistances hors de nous et souvent en nous.

– **la contribution à la création d'un imaginaire social** apportant cohérence et adhésion à des engagements collectifs et à l'institution de ce que Castoriadis appelait "un social historique" nouveau, en l'occurrence, ce que j'appelle une "communalisation démocratique" bien différente de la "globalisation" néolibérale.

– **la contribution**, par une lucidité, une puissance d'agir et des valeurs et significations nouvelles à la transformation radicale des rapports sociaux de tous ordres (travail, consommation, habitat, prises de décision, sociabilité...) ainsi que des individus eux-mêmes, chaque transformation n'étant pas possible sans l'autre. C'est sans doute sur la question d'une transformation des individus pour et avec eux, et surtout pas de manière autoritaire, que l'éducation populaire, critique, mutuelle, permanente et politique est la plus attendue : comment passer, en conscience et avec lucidité, du "sujet néolibéral", "entrepreneurial" formé et formaté par le néolibéralisme, à un sujet solidairement et librement impliqué dans la bifurcation vers un autre monde ? L'expérience associative démocratique bien conduite peut sans aucun doute accompagner les premiers pas de ceux qui sont les seuls à pouvoir changer le cours de l'Histoire : les hommes et les femmes de toutes conditions, y compris ceux qui sont, à ce jour, sous l'emprise d'une servitude volontaire totale à l'égard du capitalisme néolibéral. Ensuite les sciences et les nouvelles technologies suivront et pourront vraisemblablement être utilisées à d'autres fins en nous permettant, comme le pensait André Gorz, de produire « le nécessaire et le désirable... dans des ateliers coopératifs et communaux d'autoproduction... interconnectés à l'échelle du globe, et d'échanger ou de mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes » (« La sortie du capitalisme a déjà commencé », cité plus haut).

Pour conclure et laisser place à la discussion la plus ouverte possible, rappelons-nous la très belle formulation de Hegel dans sa préface de *La phénoménologie de l'Esprit* : « Cet émiettement continu qui n'altérerait pas la physionomie du tout est brusquement interrompu par le lever du soleil qui, dans un éclair, dessine en une fois la forme du monde nouveau ». Nous y sommes. Le processus de bifurcation est engagé. Le capitalisme néolibéral, aussi impérial et impérialiste soit-il, du moins en apparence, connaît un émiettement sous la pression de différentes mobilisations, de prises de conscience de mieux en mieux partagées de ce qui le rend inacceptable et de créations de "communs" dont il n'est pas maître, marquent ses limites et le fragilisent. Mais cette bifurcation ne sera pas de tout repos. Des zones et moments d'affrontement dont les plus importants concerneront la propriété et le pouvoir de dominer sont à prévoir. On aura besoin d'y voir clair.

L'éducation populaire critique, mutuelle, permanente et politique doit et peut contribuer avec les forces qui sont les siennes - organiques et propédeutiques - à ce décisif lever du soleil dessinant la forme d'un monde nouveau qui, à la différence du capitalisme néolibéral, pourrait se définir comme l'ensemble des discours, des pratiques et des dispositions conduisant à un autogouvernement des Hommes et à une gestion de "communs" selon le principe universel de la coopération démocratique ■



La crise sanitaire est un puissant révélateur des fragilités de la société française

Hélène FAUVEL

Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques

Secrétaire générale du syndicat FO des Finances Publiques

Présidente de la Section de l'économie et des finances du Conseil Économique, Social et Environnemental

[\(Intervention à la Conférence du 70^{ème} Anniversaire du CIRIEC-France, Paris - CESE, 26 octobre 2020\)](#)

En ma qualité de présidente de la section de l'économie et des finances du Conseil économique, social et environnemental, je souhaite vous parler d'un travail que nous faisons tous les ans, qui est obligatoire : c'est le rapport sur l'état de la France. Avant d'en venir au rapport sur l'état de la France de 2020, je voudrais tout de même vous dire que depuis dix ans, dans cette maison, à l'occasion de tous nos rapports sur l'état de la France successifs, nous avons alerté sur la montée des inégalités sociales, sur les dangers pour la cohésion sociale du fait d'une forme de défiance envers les élites, sur la fracture territoriale, finalement sur tout ce qui a abouti à la crise des gilets jaunes. Et là, subitement, on s'est aperçu qu'au Conseil économique, on disait des choses qui étaient un petit peu vraies.

Alors, en 2020, dans le contexte dans lequel nous nous sommes trouvés, nous avons choisi de ne pas faire notre rapport sur l'état de la France comme nous le faisons depuis quatre ans, c'est-à-dire sur la base du commentaire des indicateurs de développement durable, mais de le refondre complètement et de le refaire d'une tout autre manière, en demandant une collaboration à l'ensemble des formations de travail de cette maison.

Ce rapport sur l'état de la France 2020 se présente en deux cahiers. Je vous invite, si vous en avez le temps, à le consulter et je rappelle qu'il a été voté à l'unanimité dans cet hémicycle, ce qui est suffisamment rare pour mériter d'être souligné.

Nous avons donc demandé une collaboration à toutes les formations de travail qui sont rassemblées dans un cahier et un deuxième cahier en fait la synthèse et une relative analyse. Et qu'avons-nous trouvé en confrontant nos points de vue, puisque dans cette maison, il y a des patrons, des agriculteurs, des professions libérales, des associations, des associations environnementales, des personnalités qualifiées, des syndicalistes ? - Finalement, c'est comme une France miniature -. Ce que nous avons trouvé, c'est que la crise sanitaire que nous avons connue et que nous connaissons toujours, a agi comme un puissant révélateur de fragilité existante. Fragilité existante, absence d'autonomie industrielle sur des produits manufacturés de première nécessité du fait d'une désindustrialisation peut-être pas suffisamment réfléchie, peut-être un peu trop conçue comme si la France allait devenir une nation de service et où il n'y aurait plus d'industrie, parce que l'industrie avait été perçue comme étant quelque chose d'un peu aliénant, d'un peu "sale", mais il y a des produits qui nous ont fait cruellement défaut. C'est la première des fragilités.

Deuxième fragilité, la cohésion sociale, la grande pauvreté où certains de nos concitoyens ont été, plus que d'autres, exposés à la propagation du virus, du fait notamment du mal-logement sur lequel on ne s'est pas suffisamment penché. La montée, évidemment, du chômage puisque le confinement en a été ainsi et peut-être une forme d'incapacité collective à surmonter cette crise et à regarder les choses en face parce que nous n'étions plus habitués, parce que nous avons cru que finalement, la science pouvait tout vaincre et que nous n'étions plus en danger. Et ça, c'est quelque chose qui a été particulièrement vu.

Alors, sur ces fragilités existantes que nous avons déjà dénoncées, nous nous sommes demandé comment faire pour en sortir, parce que ce n'est pas tout de faire un constat, encore faut-il se demander ce que nous pourrions faire collectivement, dans l'intérêt général, pour préserver le bien commun.

Il y a bien sûr des grandes orientations qui reposent sur les trois piliers du CESE, mais ce que collectivement nous avons mis en avant, c'est que pour sortir par le haut de la situation dans laquelle nous sommes, en embarquant tout le monde, eh bien nous avons besoin d'un projet collectif, et d'un projet collectif qui remette l'être humain au centre de nos préoccupations. Peut-être d'en finir avec le tout économique et partir de la question « de quoi avons-nous besoin ? » plutôt que « qu'est-ce qui va nous rapporter le plus d'argent ? ».

Je crois que c'est un proverbe indien qui dit que quand on aura pêché le dernier poisson, cueilli le dernier fruit et chassé le dernier animal, on se rendra compte peut-être que l'argent ne se mange pas. Je vous invite à méditer là-dessus et je sais que vous le ferez.

L'humanité a de grands besoins. Pour y arriver, peut-être avons-nous besoin d'un peu d'utopie. Aujourd'hui, nous vivons dans un modèle social qui, pour être menacé dans ses fondamentaux, n'en est pas pour autant un modèle social qui a fait ses preuves, qui a joué un rôle de puissant amortisseur, aussi bien après la crise financière de 2008 qu'il le fait maintenant, même si en termes de financement c'est peut-être un peu compliqué, mais il n'en demeure pas moins qu'il est utile. Aussi, promouvoir ce modèle social, promouvoir ce modèle collectif et pas collectiviste, où le bien portant paye pour le malade, le jeune paye pour le plus âgé, le riche paye pour le plus pauvre, c'est cela qui fonde notre cohésion sociale, nos principes et nos valeurs républicaines.

Alors, bien sûr, on peut dire oui, c'est facile de dire cela. Je crois que si l'on s'attaque à bras-le-corps aux causes qui ont produit la situation dans laquelle nous nous sommes trouvés, nous pouvons y arriver, et pour cela, évidemment, orienter l'économie vers des investissements productifs, relocaliser des productions, installer une fiscalité plus progressive, promouvoir des formations qualifiantes et de reconversion, indemniser les chômeurs à un niveau décent, revaloriser financièrement des métiers qui, plus que d'autres, pendant la crise que nous avons vécue, ont démontré leur utilité sociale.

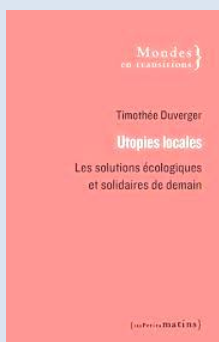
C'est la raison pour laquelle, au Conseil économique, nous sommes convaincus - et d'ailleurs l'économie sociale et solidaire a toute sa place dans cette assemblée puisqu'elle y siège de fait - que l'économie sociale et solidaire non seulement a toute sa place, mais que peut-être cela peut être à elle de montrer le chemin sur l'intérêt général, la préservation du bien commun et placer plus que jamais l'être humain au centre de toutes les préoccupations, et donc d'éviter une austérité budgétaire récessive qui aggraverait le mal existant.

Il y a bien sûr la charge de la dette. Nous avons préconisé dans notre rapport peut-être une monétisation de la dette. Ce n'est pas aujourd'hui dans nos débats. Bien sûr que nous en déciderons, mais ce qui est clair, c'est qu'aujourd'hui, je crois que nous n'avons pas le droit de compromettre le bien-être des générations futures et que, bien évidemment, pour cela, il faut que nous retrouvions collectivement, je n'ai pas dit ici vous et au CIRIEC-France, mais collectivement dans notre pays, le sens de l'intérêt général qui ne saurait être la somme des intérêts particuliers, et le sens du temps long, c'est-à-dire cesser de mettre en place des choses en attendant un résultat immédiat. Il faut se dire qu'aujourd'hui, le travail que l'on fera, c'est du travail qui va donner résultat dans dix ans, dans vingt ans, mais pour les générations qui viendront après nous. Il faut cesser de penser le temps à l'aune de la vie humaine et se dire qu'on travaille toujours pour la postérité et pour ceux qui viendront après nous .



> Utopies locales

Ouvrage de [Timothée Duverger](#) présenté par [Jean-Philippe Milésy](#)



« *Timothée Duverger est un auteur intéressant et prolifique ; c'est aussi un citoyen engagé au sein de sa ville, Bordeaux, trop longtemps conservatrice. Il est de ces nouveaux chercheurs qui, au risque de se voir opposer dans leurs écrits et leur carrière la « doxa libérale », travaillent à l'Économie Sociale et Solidaire. Et puis, que ce soit au CIRIEC ou auprès de Jean Louis Laville, nous cheminons côte à côte. Je suis cependant partagé à la lecture son dernier ouvrage « Utopies locales ».*

Timothée Duverger recense avec soin l'ensemble des formes nouvelles de l'Économie sociale et solidaire ou plutôt d'une « social-écologie locale » qu'il appelle de ses vœux. Ces initiatives, nous ne pouvons que nous y intéresser qu'il s'agisse des « tiers-lieux », des PTCE (Programmes Territoriaux de Coopération Économique) et de tant d'autres innovations abordées. Et en cela son livre est des plus utiles. La nécessaire conscience de l'écologie et des engagements qu'elle implique, nous ne pouvons qu'y souscrire. La place des territoires comme lieux privilégiés des expérimentations, et les manifestations de démocraties locales qui souvent les portent, comment ne pas y souscrire aussi.

Le titre le proclame, il est question ici d'« Utopies locales ». Alors où d'où vient ma gêne ? Elle est essentiellement liée à l'analyse politique des situations. En premier lieu, j'avoue avoir du mal quand on place résolument « l'aile marchante » de l'ESS sous la bannière de la décroissance. Non que je ne souscrive à la critique des formes actuelles de la croissance et de leurs prédatons qui pourraient devenir, pour certaines d'entre elles, irréversibles. Il nous faut lutter contre une société de l'hubris, du gaspillage, contre une industrialisation et une agro-industrialisation indifférentes aux destructions que la poursuite de leurs activités provoque, contre une numérisation à tout-va de la société, contre la minéralisation des terres. Mais la critique globale du « développement » dans un monde où non seulement une part très importante de la population vit dans la précarité, la misère voire la famine mais encore où la part des pauvres et des exclus, y compris ici et maintenant, va croissante, me paraît devoir être mise en débat.

Nous vivons trop dans des moyennes statistiques, dans le mythe du développement continu des classes moyennes qui a porté les idéologies libérales et justifié la théorie du « ruissellement ». Cela nous empêche sans doute de considérer les aspirations de milliards de femmes, d'hommes et d'enfants à une société qui leur offre ne serait-ce qu'une vie décente. Or face à ce questionnement ce n'est que dans les derniers chapitres de l'ouvrage que Timothée Duverger aborde le contexte politique des expérimentations qu'il décrit, des propositions qu'il avance.

Auparavant, il a évoqué utilement la genèse de l'associationnisme et des formes premières de l'économie sociale. On peut cependant objecter à certaines de ses affirmations. Ainsi, comme les « Combinations acts », la loi Le Chapelier ne supprime pas, à mes yeux, « les corps intermédiaires pour éviter les interférences dans la formation de l'intérêt général » mais pour imposer la loi du libre contrat au profit des seuls possédants en prohibant toute forme organisée, toute « coalition » en résistance. Les lobbies des puissants eux demeurent, comme celui qui obtient de Napoléon le rétablissement de l'esclavage. S'il cite Charles Gide et ses combats pour « la république coopérative », il n'évoque pas les tensions au sein des mouvements ouvriers et socialistes qui va, en France, priver l'ESS pour l'essentiel de dynamique politique et les militants politiques et syndicalistes de leur implication dans la mise en œuvre d'« utopies concrètes ».

Globalement l'analyse de l'État « néolibéral » que Timothée Duverger propose me paraît incertaine. L'État assure-t-il vraiment encore « la centralité démocratique », « les fonctions de mise en ordre, de mise en sens » à l'heure du libéralisme autoritaire ? Longtemps l'ESS s'est voulue entre le Marché et L'État ? Mais qu'en est-il du « garant de l'expérimentation » quand l'État s'affirme de plus en plus l'État du seul Marché ?

Au risque d'être mal compris, peut-on écrire sans guillemets que le projet de Big Society de David Cameron « était de donner le pouvoir au peuple » ? Alors qu'il s'agissait de lui abandonner le sort des plus démunis. Avec l'assentiment des socio-libéraux, comme Timothée Duverger le remarque avec justesse, il s'agissait de faire « de l'ESS un prestataire de service », une roue de secours, dans les champs abandonnés par l'État de la City et du seul développement financier.

Nous vivons le temps d'un certain triomphe des théories d'Hayek et de Friedman qui font peu de cas de la démocratie. De fait, une réflexion politique globale sur celle-ci aurait mérité à être plus poussée dans un ouvrage empli des aspirations à une démocratie citoyenne locale ; à défaut de cette réflexion on risque, pour filer la métaphore de « l'archipel » qu'emploie Timothée Duverger, de ne penser que des îlots de plus en plus éloignés des continents qui pour l'essentiel demeurent.

On le voit, mais c'est sans doute le but recherché par Camille Dorival dans sa nouvelle collection, et Timothée Duverger dans son dernier ouvrage, le débat est ouvert et riche. N'est-ce pas là l'essentiel ? »

> Editions Les Petits Matins

> "Faire Eco"



Le [Labo de l'ESS](#) lance "[Faire Éco](#)", son tout nouveau podcast pour se plonger au cœur de conversations avec des experts, acteurs, chercheurs et mieux comprendre l'ESS, ses enjeux et la manière dont elle peut transformer notre société en profondeur.

La première série porte sur la transition énergétique citoyenne et sera composée de 3 épisodes :

- épisode 1 : [Tour d'horizon de la Transition énergétique citoyenne](#)
- épisode 2 : Rénovation énergétique des bâtiments comme levier de la transition énergétique
- épisode 3 : La transition énergétique citoyenne : c'est possible !

> [Ecouter les podcasts](#)

> Baromètre 2020 de la différence coopérative

DIFFCOOP

En partenariat avec la Chaire L3C de l'Université de Lyon 3, Banque Populaire publie la 2e édition de DIFFCOOP®, réalisée en mai 2020 dans un contexte de confinement. Ce baromètre de la différence coopérative révèle l'efficacité du modèle coopératif, particulièrement en ce temps de crise.

En terme d'image, on note un bon positionnement des banques coopératives qui sont mieux notées par leurs clients par rapport aux banques non coopératives, et ce, notamment sur les critères Démocratie, Pouvoir, Territoire et Solidarité. C'est une confirmation par rapport à l'année dernière et dans des proportions plus fortes pour la Banque Populaire, qui améliore son image.

LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ÉDITION 2020 DE DIFFCOOP®

Outil issu de travaux académiques, le baromètre de la différence coopérative (DIFFCOOP®) a été créé dans le cadre de la chaire de recherche L3C, en partenariat avec des praticiens.

- Cette deuxième édition confirme la faible notoriété du modèle coopératif en France. Elle confirme également la supériorité des banques coopératives sur leurs concurrentes sur six critères et font jeu égal sur les critères de Qualité des Services et de Tarification.
- Le Net Promotor Score du secteur bancaire est en hausse de 8 points par rapport à 2019.
- La "culture satisfaction" reste un pilier du modèle coopératif des banques et c'est le critère le plus influant sur l'intention des clients de recommander leur banque.
- Les coopératives sont perçues comme plus solidaires que leurs concurrentes et l'impact de cette solidarité sur l'intention des clients de recommander la banque augmente par rapport à 2019, même si ce critère reste un axe de progrès.
- Suite à la crise sanitaire, les clients des banques donnent plus d'importance aux liens que leur banque entretient avec le territoire pour la recommander à leur entourage. La crise sanitaire a donné l'occasion à certaines banques non-coopératives de mettre en avant leurs liens avec leurs territoires, mais cela ne leur permet pas de faire la différence avec les banques coopératives qui restent loin devant.
- Le fait que la banque adopte une vision de long terme prend de l'importance en cette période d'incertitude et l'avantage de certaines banques coopératives sur ce critère s'accroît par rapport à l'année dernière.

> [POUR EN SAVOIR PLUS \[lien\]](#) > [BAROMETRE EN LIGNE \[lien\]](#)

> Catalogue 2021 du Centre de ressources sur l'Économie sociale et solidaire



L'**Avisé** a publié le catalogue 2021 de son Centre de ressources sur l'Économie Sociale et Solidaire : des dossiers thématiques et sectoriels et des guides méthodologiques pour passer à l'action, des cartographies pour repérer acteurs et dispositifs d'appui et de financement, des études de cas pour favoriser l'essaiage d'initiatives à fort impact, des modes d'emploi et des études pour sensibiliser et outiller les acteurs publics et privés impliqués dans le développement des projets d'ESS...

[Plus de 200 ressources à découvrir en libre accès sur \[avise.org\]\(#\) !](#)

Depuis sa création, l'Avisé conduit sa mission d'agence d'ingénierie pour accompagner le développement de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale : elle construit des programmes d'accompagnement, anime des communautés d'acteurs de territoire et surtout elle s'assure de capitaliser ses expériences et de diffuser ses expertises en produisant des ressources.

Au sommaire :

- EXPLORER ET S'INSPIRER (Découvrir l'ESS / Une approche sectorielle et thématique / S'inspirer)
- ENTREPRENDRE (Se lancer / Mobilité inclusive / Consolider son activité / Publications du DLA / Achats socialement responsables / Changer d'échelle / Se faire accompagner / Se faire financer)
- ÉVALUER SON IMPACT SOCIAL (Renforcer et valoriser son impact social / Outils pour les financeurs de l'ESS)
- ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESS SUR LES TERRITOIRES (ESS et territoires / Le dispositif Fabrique à initiatives / ESS et ruralité)

> [TÉLÉCHARGER \(PDF - 3,74 MO\)](#)

> Les associations réinventent l'innovation



Les *Cahiers de l'UNIOPSS* mettent en lumière l'innovation associative

L'**UNIOPSS** a lancé en début d'année un cycle de réflexion consacré à l'innovation associative qui se traduit par des web-émissions sur la chaîne nouvellement créée [Solidarités TV](#), et par la publication d'un cahier technique "*Les associations réinventent l'innovation*".

Au travers d'analyses et d'expériences vécues sur le terrain, cet ouvrage met en lumière le potentiel de créativité et d'invention du monde associatif.

Il s'agit aussi de proposer aux responsables associatifs un matériau de réflexion relié à de nombreuses expériences sur les territoires.

> [En savoir +](#)

> L'Onde de Coop, LE festival des coopératives de la transition



Les 18,19 et 20 juin 2021 à la Cité Fertile, à Pantin (93), se déroulera **L'Onde de coop**, 3 jours de rencontres et d'échanges, de gaieté, et de fête autour des modèles coopératifs et de leurs ambitions de transformation sociale.

Organisé par **Enercoop**, la **Nef**, **Mobicoop** et **Coopaname**, avec des dizaines de stands, de tables-rondes et d'ateliers.

À noter également : l'Assemblée Générale d'Enercoop Nationale aura lieu dans le cadre de l'Onde de Coop, le samedi 19 juin dans la matinée.

> [Gardez un oeil sur le Village pour en savoir plus](#)

> Monnaies locales : levier de transitions territoriales



Dix ans après l'émergence de la première monnaie locale complémentaire, il en existe aujourd'hui 82 en France, rassemblant 10 000 entreprises et associations et 35 000 citoyens-consommateurs. Pour la première fois, une étude approfondie a permis, au terme d'un an et demi d'enquête, de mesurer l'impact concret de ces monnaies dans cinq dimensions : pouvoir citoyen, solidarité, écologie, économie et dynamiques territoriales de transition.

Chiffres clés, témoignages, exemples d'articulation de ces monnaies aux dynamiques de l'ESS et politiques publiques territoriales.

Visio avec la participation du **Mouvement SOL**, du **Labo de l'ESS** et du **RTES**.

(15 avril, de 19h à 20h45).

Pour découvrir comment les monnaies locales peuvent contribuer à renforcer l'impact de vos propres pratiques, [Cliquez ici pour nous rejoindre en visio](#)^[1]

> [Information et inscription](#)

> Universités de l'ESS



Proposées par le **Centre des Jeunes Dirigeants de l'économie sociale et solidaire (CJDES)**, ces **Universités** visent à outiller et consolider un réseau de jeunes responsables de l'ESS.

Parcours d'encapacitation et de sensibilisation des jeunes élu·e·s et salarié·e·s de l'ESS, les "Universités de l'ESS" proposent à leur toute première promotion de redécouvrir l'ESS et ses enjeux transversaux. Tables rondes, rencontres privilégiées de dirigeant·e·s et expert·e·s de l'ESS, échanges entre pairs, ou encore ateliers de co-développement, les "Universités" du CJDES ambitionnent de mettre en lien les actuels et futur·e·s cadres et dirigeant·e·s de l'ESS et de les outiller pour qu'ensemble elles et ils puissent faire mouvement dans l'ESS.

> [En savoir + sur le projet](#)

> Cycle de webinaires de l'Avise



À l'occasion de la sortie de la 2nd édition du guide "Stratégies pour changer d'échelle", **l'Avise** organise un cycle de webinaires pour favoriser le changement d'échelle des structures de l'ESS : décryptage des grands enjeux du changement d'échelle, retours d'expérience d'entrepreneurs aguerris et premiers conseils pour lancer sa démarche de changement d'échelle.

À travers ce nouveau cycle de webinaires dédiés au changement d'échelle des entreprises de l'ESS, l'Avise donnera la parole aux experts du changement d'échelle et à des entrepreneurs aguerris qui pourront offrir aux entrepreneurs et accompagnateurs de l'ESS des conseils précieux pour élaborer une stratégie de changement d'échelle et passer à l'action.

Ces webinaires sont destinés à toutes les structures, entrepreneurs ou accompagnateurs, qui souhaitent en savoir plus sur les enjeux et leviers de réussite du changement d'échelle des structures de l'ESS.

Calendrier du cycle :

Après un webinaire d'introduction au changement d'échelle, 4 autres séquences permettront de faire un zoom sur les différentes stratégies pour changer d'échelle.

- **ESS & Changement d'échelle : Duplication / Fertilisation** - Mardi 27 avril 2021 à 9h30
- **ESS & Changement d'échelle : Coopérations** - Mardi 25 mai 2021 à 9h30
- **ESS & Changement d'échelle : Diversification** - Mardi 29 juin 2021 à 9h30
- **ESS & Changement d'échelle : Fusion** - Mardi 12 octobre 2021 à 9h30

> Plus d'informations et inscriptions aux webinaires du cycle **ESS & Changement d'échelle** : [en ligne](#)

Egalité femmes-hommes : le compte n'y est pas

La loi Copé-Zimmermann, votée il y a dix ans, imposait un quota de 40 % de femmes dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 250 salariés. Aujourd'hui, un projet de loi envisage d'étendre cette obligation aux petites et moyennes entreprises.

Mais comme l'enfer, la politique sociale est pavée de bonnes intentions. Ainsi, au rythme actuel, malgré la contrainte de la loi, l'objectif d'une véritable parité, tant dans les CA que dans les exécutifs des entreprises, ne pourrait être atteint qu'en... 2090.

L'économie sociale et solidaire fait-elle mieux ? À peine. Alors qu'elle est constituée à 69% de femmes, celles-ci ne sont que 37% à occuper la présidence d'une structure, et 45% à être membres de Conseils d'administration ou de Bureaux.

Sanofi soigne ses actionnaires. Le vaccin contre le Covid 19 attendra

Avec une progression de 340 % de son bénéfice net en 2020, passant de 2,8 à 12,3 milliards, Sanofi prévoit de verser 4 milliards d'euros à ses actionnaires... et de supprimer 1 700 emplois, dont 400 dans la recherche. Quant au vaccin, il attendra des jours meilleurs.

Rappel : En 2020, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 36 milliards d'euros. Les vaccins ont contribué pour 6 milliards d'euros à ce résultat, mais pas celui, encore attendu, contre le Covid-19.

Railcoop est sur les rails

La première coopérative ferroviaire française est prête à prendre le rail. Forte de quelque 7300 sociétaires, elle a atteint son objectif de levée de fonds à hauteur de 1,5 million d'euros, ce qui lui permet d'obtenir sa licence et d'ouvrir ses premières lignes passagers Rennes-Toulouse et Lyon-Thionville. Le trafic de fret, lui, va démarrer dès la fin de l'année.

L'ambition de Railcoop est de redonner du sens à la mobilité ferroviaire en impliquant citoyens, cheminots, entreprises et collectivités. Concrètement, Railcoop fera rouler des trains de voyageurs, trains de nuit, trains de fret, qui circuleront sur l'infrastructure existante.

> [Souscrire](#)

Enercoop monte en charge

Distributrice d'énergie de sources 100% renouvelables (eau, vent, soleil, biomasse) et 0% d'origine nucléaire, grâce à un approvisionnement en direct auprès de plus de 342 producteurs partout en France, la coopérative Enercoop est reconnue comme fournisseur "vraiment vert" par Greenpeace et Premium par l'Agence de la transition écologique (ADEME).

Intervenant dans un marché fortement concurrentiel et ne disposant que des capitaux apportés par ses 54 000 sociétaires, la coopérative réussit une montée en charge, forte de 100 000 clients fournis par 10 coopératives régionales.

> Retrouver toutes les coopératives locales et leurs actualités, [rendez-vous ici !](#)

Confinement : les services publics font face

Contrairement au premier confinement, le service public ne s'arrête pas, en particulier en direction des personnes vulnérables et isolées. Les guichets restent ouverts.

Le plan du gouvernement se traduit dans une [charte d'engagements "Vos services publics s'engagent"](#) qui concerne toutes les administrations et opérateurs de service public. Cette charte se compose de [quatre engagements clés](#) :

- La protection des usagers et agents du service public par un protocole sanitaire renforcé ;
- L'engagement que l'ensemble des services publics restent ouverts, avec adaptation de leurs dispositifs d'accueil (rendez-vous, accompagnement par téléphone), et des guichets accessibles pour les situations d'urgence des publics isolés et vulnérables.
- Les délais de traitement des procédures seront respectés pour que le confinement ne fasse pas peser de retards sur les démarches des Français.
- Une attention toute particulière est portée aux plus vulnérables.

Cette continuité des services publics sur l'ensemble du territoire repose essentiellement sur l'engagement des agents publics.

En Italie : syndicats et coopératives, même combat

En Italie, syndicats et coopératives s'entendent sur l'acquisition d'entreprises en crise par leurs salariés.

Les organisations coopératives italiennes (Agci, Confcooperative et Legacoop) ont conclu un accord historique avec les plus grandes organisations syndicales italiennes (Cgil, Cisl et Uil) pour favoriser l'acquisition d'entreprises en crise, mais toujours viables, par leurs travailleurs et leur donner une forme coopérative.

> [Lire plus](#)

LA COMMUNE DE PARIS : un temps héroïque pour l'économie sociale

(Marcel CABALLERO et Jean-Philippe MILÉSY)

71 jours. La Commune de Paris appartient à ces événements dont la persistance dans les mémoires est sans commune mesure avec leur extrême brièveté. Il y a cent cinquante ans, la première forme de république démocratique et sociale émergeait de la résistance des Parisiens à l'occupant prussien et à la politique de collaboration, de répression et de régression sociale du gouvernement.

Rappelons les faits. L'insurrection parisienne naît de la situation troublée créée par la chute du second Empire après la défaite de Sedan, face aux



Prussiens, le 2 septembre 1870. Le 4 septembre, la République est proclamée au nom du peuple qui, après une journée d'émeute, envahit la Chambre des députés avant de se rassembler place de l'Hôtel de Ville. Paris est assiégé par les Prussiens. Toutes les tentatives de contre-attaques des Parisiens, comme celles des armées levées en province par Gambetta échouent. Le gouvernement signe l'armistice le 28 janvier 1871 et, entre autres "trophées", cède l'Alsace-Lorraine. Les Parisiens qui ont résisté au siège de la ville pendant quatre mois se sentent trahis. Deux mois plus tard, la Commune a été une insurrection populaire provoquée à la fois par la défaite du Second Empire et l'opposition entre le Paris républicain favorable à la démocratie directe de type libertaire et un gouvernement réactionnaire issu de l'Assemblée nationale qui venait d'être élue au suffrage universel masculin. Le soulèvement du 18 mars 1871 est la riposte des révolutionnaires parisiens à la décision du gouvernement de leur retirer les canons de la Garde nationale parqués sur la butte Montmartre. En 24 heures, le gouvernement et les troupes régulières se replient sur Versailles et abandonnent la capitale aux insurgés. C'est le début de la Commune à Paris, mais aussi au Creusot, Limoges, Lyon, Marseille, Narbonne, Saint-Etienne et Toulouse, une des pages les plus sanglantes de l'Histoire de France. Pendant sa durée, le pouvoir

refuse toutes les tentatives de conciliation entreprises par les maires, des députés et les francs-maçons de Paris. Le bilan humain sera terrible : quelque 20 000 communards fusillés, 3 000 tués au combat, 11 000 déportés.

Au delà de son aspect tragique, si la Commune de Paris est aussi présente dans la conscience de la gauche, c'est qu'elle a préfiguré une organisation libertaire et donnera naissance au communalisme.

Beaucoup ne retiennent de la Commune que la Semaine sanglante. Mais ce qui est ignoré le plus souvent, c'est son œuvre extraordinaire, compte tenu des circonstances, en matière économique, sociale et sociétale. Ainsi, en nos temps de révoltes féministes pour de nouveaux droits ou pour des droits conquis, puis contestés, comment oublier que la Commune permit le divorce treize ans avant Naquet, reconnut l'union libre, créa l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, décréta l'égalité des traitements des institutrices et instituteurs, développa l'enseignement professionnel féminin. En nos temps de disputes sur l'enseignement, souvenons-nous que la Commune, trois lustres avant Goblet et Ferry, décréta l'école laïque gratuite et obligatoire, en même temps où elle proclama la séparation de l'Église et de l'État. En nos temps de repli identitaire, créditons la Commune d'avoir accordé la citoyenneté aux étrangers. Et comment ne pas évoquer l'impressionnant élan d'éducation populaire qui, dans l'esprit de la Ligue de Jean Macé, de Hetzel et... Louis Rossel qui fut général de la Commune, préfigura bien des Universités populaires de la fin du siècle. En matière économique, dès les premiers jours la Commune donne corps au mot d'ordre de 1864 de la Première internationale, l'Association Internationale des Travailleurs : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Elle entend étendre la démocratie à l'entreprise, et le faire ici et maintenant. Quelques exemples : dans les ateliers de fabrication d'armes, l'encadrement est élu par les salariés ; dans l'orbite des chambres syndicales ou des comités de l'Union des Femmes, sont créés de nombreux ateliers coopératifs... Ces actions spontanées inspirent le décret du 16 avril, par lequel la Commune organise la remise en marche par les ouvriers associés des ateliers abandonnés par leurs propriétaires, considérés comme des déserteurs. En cela la Commune préfigure les entreprises récupérées, libérées, que l'on a connues récemment, tant en Argentine, en Grèce que chez nous avec les coopératives de lutte. Le 20 avril, les bureaux de placement de la main d'œuvre, monopoles privés de « négriers », sont remplacés par des bureaux municipaux. Pour lutter contre le sous-salaire, dans les appels d'offres concernant les marchés publics, un cahier des charges comporte un salaire minimum.



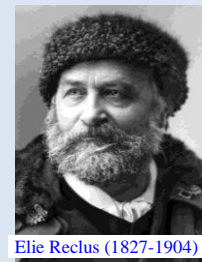
On le voit, la Commune met en œuvre ce que l'on appellera plus tard l'autogestion. Dans son programme, on peut lire : « *C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres* ».



Eugène Varlin (1839-1871)

Le programme économique de la Commune doit beaucoup à l'influence des militants mutualistes, coopérateurs et associatifs pour qui la révolution ne pouvait, ne devait pas se limiter à un changement de régime politique. Deux figures se détachent : Eugène Varlin et Elie Reclus. Celle d'Eugène Varlin est une des plus brillantes et attachantes de la Commune. Sa fin, assommé, brisé, énucléé et finalement fusillé est un exemple du martyrologue communard. Sous l'Empire, Eugène Varlin est un militant socialiste libertaire engagé au sein de l'Internationale ouvrière. Relieur, il est un des animateurs de la mutuelle ouvrière de sa profession. Habitant le Vème arrondissement, alors partagé entre population ouvrière et étudiante, après avoir participé à la création de la coopérative de consommation « La Ménagère » (1867), il est un des co-fondateurs de « La Marmite », cuisine coopérative qui, parmi les toutes premières préfigurations de la restauration sociale collective, étonne par les innovations qu'elle présente alors : souci de l'hygiène et de la diététique, création d'une centrale d'achat auprès des maraîchers des faubourgs de la ville... « *Travailleurs ! Consommateurs ! Ne cherchons pas ailleurs que dans la liberté les moyens d'améliorer notre existence* ». Y-a-t-il plus beau manifeste que ce tract appelant à l'adhésion à la coopérative ? Elle connaîtra un grand succès, essaïmera et comptera jusqu'à huit mille adhérents.

Elie Reclus est le frère d'Elisée qui sera le plus grand géographe de son temps et un précurseur de l'écologie. Comme lui, il est un militant « communiste anarchiste », ami de Bakounine. Fêru d'innovation, il fréquente les frères Pereire, saint-simoniens qui seront parmi les principaux artisans du chemin-de-fer et de l'industrialisation de la France. C'est à partir de leur expérience du Crédit mobilier qu'Elie Reclus participe avec le gendre de Cabet à la fondation du Crédit au travail, première banque coopérative populaire dédiée aux associations ouvrières de production, ancêtre de notre Crédit coopératif. Il est aussi le gérant de l'Association, bulletin international des sociétés coopératives. Pendant la Commune, il se voit confier la direction de la Bibliothèque Nationale où il engagera un travail de modernisation et où il procédera à la protection des toits du bâtiment pour protéger ce patrimoine des obus incendiaires de l'artillerie de siège versaillaise. Ayant échappé à la Semaine sanglante, il retrouvera en exil son frère Elisée, pris les armes à la main mais qui échappera à la mort grâce à une impressionnante mobilisation de géographes du monde entier et des milieux universitaires américains. Après sa libération, Elie s'exile, en Suisse, mais aussi aux États-Unis, devient l'ami et le traducteur de Pierre Kropotkine et poursuit avec Elisée son œuvre anarchiste. Signalons enfin qu'Elie et Elisée Reclus furent les oncles d'Elie Faure, médecin et militant, qui se passionna pour l'art et donna à partir de 1905 des cours à la Fraternelle, coopérative et université populaire du 3^{ème} arrondissement, d'où fut tirée une magistrale Histoire de l'Art qui fera autorité au XX^{ème} siècle dans le monde entier.



Elie Reclus (1827-1904)

L'économie sociale et solidaire d'aujourd'hui doit beaucoup à la Commune. Ainsi, c'est un Communard de la fraction modérée, Jean Barberet, militant mutualiste et coopérateur, qui sera auprès de Pierre Waldeck-Rousseau l'artisan des statuts mutualistes, coopératifs et de la loi de 1901 sur les associations. ■

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
issue de la revue *Les Annales de la régie directe*
créée par le professeur Edgard MILHAUD, il y a plus d'un siècle

Son objet est la recherche et l'information sur l'économie collective d'intérêt général :
économie publique et économie sociale et solidaire

Ses travaux se réalisent
à travers des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux...
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique

Le CIRIEC est constitué de sections nationales
La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire,
organismes à gestion paritaire et syndicats

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres
Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles

Le CIRIEC-France est présidé par Alain ARNAUD

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org



INFORMATIONS-ADHESIONS

info@ciriec-france.org

...

La Lettre du CIRIEC-France

(Anciennement « Les Brèves »)

Direction légale de la publication : Alain ARNAUD - Direction de la rédaction : Marcel CABALLERO



Si vous souhaitez
contribuer à la Lettre du CIRIEC-France



marcel.caballero@club-internet.fr